

A bas l'Europe de Maastricht antiouvrière et raciste !

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3387
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212-267-1025



F. Bajande



J.L. Gaufréau - AFP

La présence de cortèges syndicaux significatifs dans les manifestations en défense des « sans-papiers », ici le 28 août, est un événement important et nouveau.

A bas la collaboration de classes ! Pour un gouvernement ouvrier !

Deux manifestations de 20 000 personnes à Paris en une semaine, regroupant des « immigrés », des cortèges syndicaux conséquents, des jeunes et des femmes, le tout en plein mois d'août, pour protester contre la prise d'assaut par la police de l'église Saint-Bernard occupée par plus de 300 travailleurs immigrés. Deux jours plus tôt, une manifestation en riposte à un premier raid gestapiste des flics contre les « sans-papiers » de Saint-Bernard avait vu la participation de cortèges syndicaux significatifs. L'attaque raciste du gouvernement Chirac a provoqué une polarisation aiguë dans la société sur la question raciste et des manifestations de protestation pratiquement sans précédent en défense des immigrés, dans lesquelles des cortèges syndicaux ont défilé au coude à coude avec les communautés d'origines africaine, maghrébine et chinoise. La participation à ces luttes d'importants secteurs de la classe ouvrière organisée, en défense des immigrés, est un évé-

nement important et nouveau. En décembre 1995, le refus des directions ouvrières de combattre la terreur raciste avait fait obstacle à la nécessaire extension de la lutte au secteur privé et industriel, avec sa forte composante combative originaire

novembre-décembre 1995 étaient une puissante riposte aux attaques antiouvrières qui accompagnent la mise en place de l'Europe capitaliste de Maastricht. En France comme dans le reste de l'Union européenne, l'intensification des atta-

diviser et d'affaiblir la classe ouvrière.

Avec la contre-révolution dans l'ex-Union soviétique et dans l'Europe de l'Est et la disparition de l'ennemi commun de tous les impérialistes, on assiste à l'exacerbation des rivalités interimpérialistes. Partout, les bourgeoisies cherchent à baisser le prix de la main-d'œuvre en s'attaquant à l'« Etat providence » et en démantelant les programmes sociaux (santé, retraites, services publics...) mis en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale pour éviter une révolution ouvrière. Le traité de Maastricht, mesure de guerre économique des bourgeoisies européennes contre leurs rivales américaine et japonaise, et son corollaire policier de Schengen signifient plans d'austérité pour les ouvriers, guerre raciste contre les « immigrés » et attaques réactionnaires contre les femmes, les jeunes et tous les opprimés. *A bas la forteresse Europe raciste ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !*

Cet été, ces mêmes réformistes, qui avaient refusé de combattre la terreur raciste l'an dernier, ont pris la tête des mobilisations en défense des immigrés de Saint-Bernard pour mieux les canaliser

Suite page 2

Forgeons une direction révolutionnaire !

du Maghreb ou d'Afrique noire. Mais avec les luttes du mois d'août, le lien s'est fait dans la conscience de la classe ouvrière entre les attaques contre la classe ouvrière et celles dont sont victimes les immigrés. Cela est d'autant plus significatif qu'il s'agit de la défense de la couche la plus vulnérable et la plus isolée de la classe ouvrière, les immigrés africains.

Les grèves de la fonction publique de

ques anti-immigrées fait aussi partie des conséquences inévitables de la mise en place de la « forteresse Europe » raciste de Maastricht-Schengen. Partout en Europe, les bourgeoisies voient en effet dans les travailleurs immigrés et les jeunes de la « deuxième génération » une main-d'œuvre économiquement superflue et une source de troubles sociaux. Et elles utilisent la terreur raciste pour tenter de

M 2651 - 140 - 5,00 F - RD

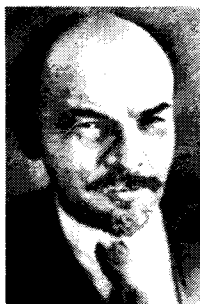


Programme minimum et programme de transition



TROTSKY

La vague de grèves de novembre-décembre 1995 en France, les autres luttes ouvrières récentes contre l'austérité de Maastricht partout en Europe, ont montré une fois encore la nécessité de faire le lien entre les revendications immédiates avancées dans les luttes et le programme de la révolution socialiste. Le « Programme de transition », adopté par la conférence de fondation de la Quatrième Internationale de Trotsky en 1938, insistait sur le rôle clé que doit jouer dans cette prise de conscience l'avant-garde marxiste intervenant pour porter activement au cœur des luttes de masse du prolétariat un système de revendications transitoires.



LENINE

La tâche stratégique de la prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le *programme minimum*, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le *programme maximum*, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car, de *socialisme*, elle ne parle que les jours de fête.

L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation », vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite-bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois.

La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas - la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

- Programme de Transition

Pleins droits...

Suite de la page 1

vers l'impasse de la collaboration de classes. On a ainsi pu voir Hue et Viannet se rendre à Saint-Bernard et participer avec une série de personnalités aux différentes manifestations, tandis que Madjiguène Cissé, une des porte-parole des « sans-papiers », était invitée à prendre la parole au meeting de rentrée de la CGT.

Les dirigeants réformistes cherchent aussi à regagner une influence et une base militante, à un moment où la bourgeoisie voudrait jeter au rebut les intermédiaires (parlementaristes et syndicats) qu'auparavant elle entretenait et cultivait pour mieux contenir et contrôler la classe ouvrière. Mais ce dont les réformistes sont incapables, c'est d'unir, dans une lutte commune, la volonté évidente des travailleurs de résister à l'austérité anti-ouvrière du gouvernement et leur aspiration à s'opposer à ses attaques racistes, car une telle contre-offensive ouvrière-immigrée mettrait en cause les bases mêmes de l'ordre capitaliste qu'ils acceptent et qu'au bout du compte ils doivent défendre. Aujourd'hui comme en décembre, ce qui manque cruellement aux travailleurs et à tous les opprimés, c'est une direction révolutionnaire, un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste qui lutte pour instaurer un gouvernement ouvrier qui balayera tout le système capitaliste pourri.

ce matin et la levée des inculpations. »

Face au racisme anti-immigré et à une terreur fasciste et policière omniprésente, nous appelons à des *mobilisations ouvrières-immigrées pour stopper la terreur raciste* et exigeons les *pleins droits de citoyenneté pour tous les-immigrés* ! Ce mot d'ordre est stratégique pour l'unité du prolétariat, et ces droits ne peuvent être conquis et préservés que par le prolétariat en lutte pour arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et pour établir une économie socialiste dans une société débarrassée de l'exploitation et de toute oppression. La lutte contre l'oppression raciste est partie prenante de la lutte contre le capitalisme.

Une telle perspective va complètement à l'opposé du protectionnisme chauvin colporté par les dirigeants ouvriers réformistes, comme l'appel du PCF à « produire français ». Ce mot d'ordre ne fait que dresser les travailleurs français contre ceux des autres pays et aussi contre les travailleurs immigrés en France. Les directions réformistes ont soutenu l'opération « antiterroriste » Vigipirate de Chirac, dans le cadre de laquelle l'armée a été mobilisée pour terroriser les quartiers immigrés. Depuis des années, les dirigeants du PCF et de la CGT rendent les immigrés responsables du chômage en appelant à l'expulsion des « clandestins ». Cela a été illustré par l'envoi d'un bulldozer contre un foyer d'ouvriers maliens à Vitry en 1980, et par leur soutien à Mitterrand, qui a fait du racisme anti-immi-



Le Bolchévik

Grévistes de la RATP en décembre 1995. Lutter contre la ségrégation et la terreur racistes était clé pour l'extension de la grève au secteur privé.

Comme en décembre, nous, trotskystes, sommes intervenus dans les rassemblements et manifestations de protestation en mettant en avant la nécessité de mobilisations ouvrières-immigrées de masse contre la terreur raciste. Le jour même de l'intervention des flics à Saint-Bernard, une de nos camarades, au cours d'une assemblée générale appelée par le SUD et la CGT dans un centre de chèques postaux, s'est opposée à une motion des bureaucrates syndicaux pour écrire une lettre de protestation à Chirac. Elle a appelé les syndicats à mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour stopper les expulsions : « Nous vivons encore sous le règne de Vigipirate, un plan de terreur contre lequel les organisations syndicales n'ont pas mobilisé en décembre dernier, si elles l'avaient fait nous n'en serions pas là. Contre cette terreur, ce qui est posé, c'est la nécessité d'actions ouvrières de masse organisées par nos syndicats. Comme au moment de l'assassinat de Makomé dans le même arrondissement il y a quelques années, ce qu'il fallait c'est que la classe ouvrière organisée converge vers le 18^e. Aujourd'hui, le gouvernement veut faire affréter les charters par l'armée car les syndicats de pilotes refusent de les faire partir. Ce qui est posé, c'est de mobiliser d'importants contingents ouvriers à Villacoublay pour arrêter ces déportations. Et il faut dès maintenant exiger la libération immédiate de tous ceux qui ont été arrêtés

gré un des traits marquants de ses quatorze années de règne, gonflant ainsi les voiles des fascistes du Front national.

La société, la classe ouvrière française sont aujourd'hui polarisées sur la question immigrée. Après des années de campagnes chauvines, d'appels à la fermeture des frontières et à l'expulsion des « clandestins » du PCF et de la CGT, Viannet reçoit des lettres de protestation de la part de syndiqués parce qu'il prend la défense des « sans-papiers » de Saint-Bernard, tandis que d'autres militants se battent dans leurs syndicats pour que leurs organisations prennent fait et cause pour les immigrés.

Le Front national, qui cherche à faire des immigrés les boucs émissaires de la crise économique, tente d'exploiter cette polarisation de la société française et a, encore une fois, craché son venin raciste en allant jusqu'à organiser une manifestation pogromiste le 14 septembre à Marseille. Il est urgent d'écraser cette racaille, qui représente un danger de mort pour la classe ouvrière organisée, les femmes et les minorités, pour qu'elle rentre dans son trou une bonne fois pour toutes. Seule la mobilisation des bataillons ouvriers (avec leur composante immigrée), drainant derrière eux la jeunesse radicalisée et tous les opprimés dans des actions de front unique, peut

Suite page 3

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Diffusion : Henri Riemann
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

A nos lecteurs

La seizième conférence de la Ligue trotskyste, qui s'est tenue fin septembre, a voté de revenir à une publication trimestrielle à compter de ce numéro. Cette réduction de la fréquence de parution est nécessaire pour dégager des ressources pour d'autres aspects de notre travail politique. Les abonnements coûteront maintenant 20,00 F pour 4 numéros du *Bolchévik, Spartacist* (édition française) étant toujours inclus. Les abonnés actuels continueront à recevoir le journal jusqu'à la fin prévue de leur abonnement.

Les flics attaquent les Africains à Paris ! L'impérialisme US attaque l'Irak !

A bas le nouveau désordre mondial raciste !

- Non aux déportations !
- Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !
- Impérialistes : Bas les pattes devant l'Irak !

Dès que nous avons appris par nos camarades japonais que des B-52 américains avaient quitté leur base de Guam pour bombarder l'Irak - plusieurs heures avant l'annonce de cette agression impérialiste par les médias américains -, les sections de la Ligue communiste internationale se sont mobilisées, de Tokyo à Toronto et de Berlin à New York. La Spartacist League/US publia immédiatement un tract dénonçant l'agression contre l'Irak. Dès le 3 septembre, nos groupes de jeunesse organisèrent des rassemblements de protestation sur des campus à New York, Berlin et Vancouver.

De San Francisco à Milan en passant par Mexico et Londres, les sections de la LCI et leurs groupes de jeunesse ont fait entendre, dans des rassemblements de protestation contre l'agression américaine en Irak, la voix de l'internationalisme léniniste, à l'opposé d'un « anti-américanisme » bon marché. A Paris, la LTF est intervenue avec des panneaux dénonçant le bombardement de l'Irak dans la manifestation en défense des « sans-papiers » du 5 septembre, en faisant le lien entre les crimes de l'impérialisme américain et ceux de la bourgeoisie française.

Les tracts des différentes sections de notre internationale dénonçaient non seulement l'agression américaine contre l'Irak, mais aussi leurs propres classes dirigeantes et les dirigeants réformistes traîtres qui enchaînent les opprimés à leurs exploités. Dans ces mobilisations, nous avons également mis en avant le mot d'ordre d'une « république socialiste du Kurdistan unifié », dont la réalisation nécessitera le renversement révolutionnaire d'au moins quatre régimes capitalistes qui oppriment le peuple kurde - la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak. Ce sont les travailleurs et les opprimés d'Irak, les Arabes, les Kurdes et les autres minorités ethniques et religieuses, qui doivent faire payer à Saddam Hussein tous les crimes qu'il a commis contre eux. A bas les colonels, les cheiks et les mollahs ! Le pouvoir aux travailleurs !

Nous reproduisons ci-dessous le tract de la LTF diffusé à la manifestation du 5 septembre.

Depuis le 2 septembre, les Etats-Unis ont lancé plusieurs attaques à coups de missile de croisière sur l'Irak. Nous disons : Impérialisme US - bas les pattes devant l'Irak ! USA, France, Grande-Bretagne, toutes les forces impérialistes hors du Golfe persique ! Ces attaques contre l'Irak, tentatives cyniques de Clinton pour augmenter ses chances dans l'élection de novembre, sont aussi destinées à envoyer un message aux rivaux impérialistes des Etats-Unis, et en particulier à l'Allemagne, comme quoi l'impérialisme américain est le gendarme du monde. Le capitalisme, ça veut dire le racisme et la guerre !

C'est pour la défense de ses propres intérêts impérialistes que la bourgeoisie française essaie de se démarquer hypocritement de ces attaques. Sous les auspices de Mitterrand, elle a participé à la dévastation de l'Irak et au massacre de dizaines de milliers de personnes lors de la guerre du Golfe en 1991 ; elle a participé à la mise en place de l'embargo économique brutal qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'Irakiens morts de malnutrition et de maladie ; elle participe à la couverture aérienne de la zone d'exclusion aérienne kurde, étendue hier jusqu'à Bagdad, mise en place soi-disant pour « aider » les Kurdes alors qu'au même moment elle envoie du matériel militaire aidant l'armée turque dans sa guerre d'extermination contre le peuple kurde. Nous disons : A bas l'embargo impérialiste contre l'Irak ! Nations unies - caverne de brigands ! Renversons les bourgeoisies ! Pour une république socialiste du Kurdistan unifié ! A bas les impérialistes ! Bas les pattes devant l'Irak ! A bas les cheiks, les émirs et les rois du pétrole ! Le pouvoir aux travail-

leurs ! Pour une fédération socialiste du Moyen-Orient !

Au lendemain de la destruction de l'ex-Union soviétique - un Etat ouvrier dégénéré -, les bourgeoisies impérialistes du monde entier ne voient rien qui fasse obstacle à leur système d'exploitation

licenciements sont annoncés pour les semaines à venir, les gardes mobiles intervenaient à coups de hache pour expulser les grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard. Nous disons : Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

New York,
3 septembre -
Nos camarades
de la Spartacist
League/US et
des Spartacus
Youth Clubs
manifestent
contre
l'agression
américaine en
Irak.



sans bornes, de misère et de guerre. Les rivalités internationales entre puissances impérialistes concurrentes s'exacerbent et se traduisent par une guerre déclarée des classes dirigeantes racistes aux classes ouvrières, aux pauvres, aux jeunes, aux immigrés à l'intérieur et par des interventions impérialistes à l'extérieur. Il y a deux mois, Chirac envoyait ses mercenaires massacrer à Bangui pour maintenir son ordre néocolonial. Depuis plus d'un an le plan Vigipirate - mis en place pendant la guerre du Golfe pour terroriser les immigrés - s'est traduit par des millions de contrôles au faciès et plus de 7 000 expulsions. Il y a deux semaines, alors que des dizaines de milliers de

Dans les grèves de décembre, une des questions clés était l'extension de la grève au privé. Nous avons été les seuls à avancer comme perspective l'unité des « immigrés », des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière. Aujourd'hui, dans les manifestations de défense des « sans-papiers » de Saint-Bernard, nous retrouvons au coude à coude des immigrés et des cortèges ouvriers en lutte contre la même bourgeoisie exploiteuse. Mais ce n'est pas suffisant. Ce qu'il nous faut, c'est un parti léniniste multiethnique qui lutte non pas pour réformer le système capitaliste mais pour le détruire et jeter les bases d'une société égalitaire. ■

Pleins droits...

Suite de la page 2

écraser les troupes de choc du capital que sont les fascistes du FN. Aucune confiance dans la justice et l'Etat bourgeois ! Mobilisations ouvrières-immigrées pour écraser les fascistes !

Les différentes organisations d'« extrême gauche » qui se sont massivement investies dans les mobilisations en défense des immigrés de Saint-Bernard ont servi une fois encore de rabatteurs pour les directions réformistes. En décembre, tous ces groupes, de Pouvoir ouvrier aux anarchistes en passant par Socialisme international et la Gauche révolutionnaire, avaient totalement escamoté, dans leur propagande destinée aux grévistes, la

nécessité urgente de lutter contre la discrimination et la ségrégation racistes, l'exclusion des travailleurs étrangers du secteur public et la campagne raciste de Vigipirate. Refusant d'aborder cette question concrète et cruciale pour l'extension de la lutte au secteur privé, tous appelaient à une « grève générale ». Ces appels incantatoires étaient totalement dissociés de la lutte pour le pouvoir prolétarien - qui nécessite avant tout un parti révolutionnaire d'avant-garde -, et devenaient ainsi une politique de pression sur les directions réformistes en place pour qu'elles mènent les luttes économiques de façon un peu plus combative.

Alors que les directions du PCF et du PS cherchaient à utiliser les mobilisations en défense des immigrés de Saint-Bernard, pour se refaire une virginité

« antiraciste » dans la perspective de la constitution d'une nouvelle alliance de collaboration de classes, cette même « extrême gauche » défilait aux côtés des pontes du PCF et du PS aux cris de « C'est pas les immigrés, c'est Juppé/Debré qu'il faut virer ! » - un appel à peine voilé à mettre au pouvoir un nouveau gouvernement « de gauche ».

A bas la collaboration de classes ! Pour un gouvernement ouvrier !

Si aujourd'hui le front populaire n'est pas encore cimenté, les premiers jalons de cette nouvelle alliance de collaboration de classes ont été posés au lendemain des grèves de décembre. S'est ainsi tenu à l'initiative du PCF le meeting de Bercy,

qui regroupait aux côtés de la LCR, le PS et le PCF, des formations bourgeoises comme les ultra-chauvins du Mouvement des citoyens, les Verts et le Parti radical socialiste. La présence de la LCR est le reflet de son intégration aux appareils des bureaucraties syndicales, où elle a joué un rôle important pour casser les grèves et faire reprendre le travail. Pendant les grèves, Lutte ouvrière a joué un rôle similaire et s'était même enthousiasmée pour les bureaucrates syndicaux en déclarant que « le fer de lance de la grève n'était pas la détermination des travailleurs, mais celle des dirigeants des centrales syndicales » (Lutte de classe n° 17). Si LO n'était pas présente à Bercy, prétendant s'opposer à une nouvelle union de la gauche, elle propose au PCF une alliance

Suite page 4

Pleins droits...

Suite de la page 3

électorale sur la base d'un « plan d'urgence » qui n'est rien d'autre qu'un catalogue de mesures réformistes. Elle a récemment signé l'appel adressé à Chirac, à l'initiative du PCF, pour qu'il engage des négociations avec les grévistes de la

dans le Bolchévik n° 136 (janvier-février) : « Toute grève générale pose à terme la question du pouvoir : qui de la bourgeoisie ou du prolétariat dirige le pays ? » Mais ce mot d'ordre apparemment radical n'était qu'une façon pour PO d'éviter de poser la question centrale en décembre : celle de la direction de la grève et la nécessité d'un parti révolutionnaire. A l'heure où les bureaucrates essayent de mettre sur

subordination des intérêts de la classe ouvrière dans des alliances avec la bourgeoisie ! Pour un parti bolchévique qui lutte contre la collaboration de classes, pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour l'expropriation de la bourgeoisie et pour une société où les travailleurs sont au pouvoir !

De son côté, la Gauche révolutionnaire et son organisation antiraciste JRE, à

flics ou les fascistes à quelques dizaines ou centaines, montre son impuissance. Le racisme et le fascisme sont des excroissances de la société capitaliste et seule la classe ouvrière multiraciale a la puissance sociale de combattre les diverses formes d'oppression produites par le capitalisme.

Les anarchistes comptent sur le soulèvement spontané et massif des ouvriers pour le « grand jour » de la « sociale » et rejettent l'idée d'un parti révolutionnaire, mais les grèves de décembre ont montré que les mobilisations les plus puissantes de la classe ouvrière peuvent être sabotées, dissipées ou détournées dans l'impasse réactionnaire de la collaboration de classes si la classe ouvrière n'a pas une direction et un parti munis d'un programme de renversement du capitalisme, et qui luttent contre les directions réformistes actuelles qui trahissent le prolétariat. Comme ils ne combattent pas la politique de collaboration de classes des réformistes, ils leur laissent le champ libre et se retrouvent même sur leur terrain : dans les luttes de Saint-Bernard, ils ont soutenu les « critères de régularisation » du collège des médiateurs qui se basait sur la division entre immigrés et « clandestins » et sur le « cas par cas » raciste (voir *Combat syndicaliste* n° 170, septembre, page 5). En l'absence de perspective prolétarienne pour lutter contre le racisme, les anarchistes se retrouvent d'ailleurs plus d'une fois en mauvaise compagnie, comme lors des exclusions des lycées des jeunes filles portant le hidjeb, où la CNT s'est rangée



Marc Chaumel

Vincennes, 29 octobre 1992 - Le gouvernement de « gauche » Mitterrand-Bérégovoy avait aussi lancé CRS et gardes mobiles dans une gigantesque rafle raciste contre des centaines de familles africaines mal logées.

faim de Saint-Bernard, afin d'éviter que « l'image de la France » ne soit « durablement ternie ». Son désir d'être intégrée à la grande famille de la « gauche » était tellement fort qu'elle a apposé sa signature à cet appel alors même qu'elle reconnaissait son caractère social-chauvin.

Bien que PO ne participe pas officiellement à cette coalition réactionnaire, cette organisation constitue en réalité l'aile gauche de ce que Trotsky appelait une « chaîne syphilitique » de la collaboration de classes, qui va jusqu'à la bourgeoisie en passant par le PCF et le PS. Comme toujours, les centristes de PO se mettent à la remorque de ce qui est populaire. Avec des masses de travailleurs dans la rue contre le racisme anti-immigré, PO a publié un tract (daté du 23 août) qui appelle à une « mobilisation ouvrière pour empêcher les expulsions ! » Mais on n'y trouve pas un mot sur les grèves de décembre dernier. Pas étonnant, puisqu'à l'époque PO refusait fût-ce de mentionner la nécessité de mobiliser la classe ouvrière pour lutter contre l'opération Vigipirate et les attaques tous azimuts contre les immigrés.

PO appelait aussi, à l'époque, à une grève générale « illimitée », mais qui restait dans le cadre économiste étroit de défense de la sécurité sociale imposé par ces directions. Comme nous le disions

appelant à voter pour ses composantes ouvrières réformistes. Le dernier numéro de PO proclame fièrement : « A la différence de beaucoup d'autres, nous n'avons pas peur d'une nouvelle "union de la gauche". D'une certaine façon, nous l'accueillons à bras ouverts, comme une occasion importante de permettre aux travailleurs de rompre avec ces deux partis » (PO n° 37, septembre-octobre). L'histoire a montré à maintes reprises que les fronts populaires ne menaient pas au socialisme ni à une quelconque amélioration de la condition des ouvriers, mais à l'écrasement du prolétariat, conduisant à la défaite par la subordination de ses directions à ses alliés bourgeois. Non à la

l'enseigne d'un « gouvernement émanant des luttes », appellent le PCF à constituer un « front anticapitaliste » pour pouvoir



Le Bolchévik

Paris, 28 août - Après l'expulsion de Saint-Bernard, par milliers dans la rue. Les cortèges syndicaux aux côtés des immigrés, des jeunes et des femmes.

marchander un accord de gouvernement avec le PS « sur la base d'un rapport de force sans lequel un gouvernement d'Union de la Gauche en 98 referait "ce qui a déjà échoué" » (*l'Egalité* n° 47, septembre).

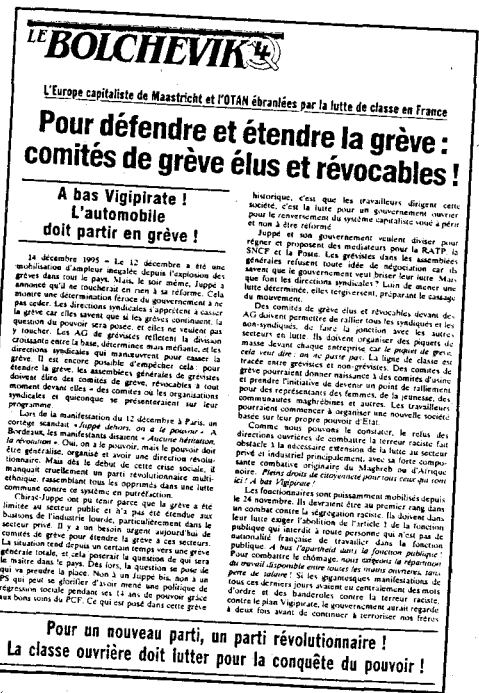
D'un autre côté, la GR réclame l'autonomie et l'indépendance complète des « sans-papiers ». Elle appelle en fait à des luttes ségréguées des ouvriers et des immigrés au moment même où ces derniers sont dans les rues ensemble. C'est dans ce sens que s'inscrit leur appel à « deux, trois, des dizaines de Saint-Bernard pour faire reculer le gouvernement et obtenir une loi de régularisation », ce qui laisse entendre que les immigrés, en grève de la faim par milliers, arriveraient seuls à faire reculer les attaques racistes !

Les anarchistes, particulièrement la CNT, qui attirent nombre de jeunes désireux de lutter contre la terreur raciste du gouvernement, étaient incapables d'offrir une perspective de lutte aux ouvriers et aux immigrés mobilisés. En décembre, les anarchistes désespéraient de la possibilité de gagner les travailleurs en lutte à la nécessité de combattre la terreur raciste contre les directions ouvrières procapitalistes. Aujourd'hui que des milliers de travailleurs sont mobilisés pour défendre les immigrés, le substitutionnisme des anarchistes, qui au lieu de chercher à mobiliser la classe ouvrière se lancent dans des confrontations contre les

du côté de Bayrou et a approuvé, sous le prétexte de la lutte pour la laïcité, l'exclusion raciste de ces jeunes filles soumises à l'oppression combinée de leurs familles et de la terreur raciste de l'Etat.

Pour un parti révolutionnaire multiethnique tribun du peuple !

La situation aujourd'hui pose à brûle-pourpoint la nécessité d'une direction révolutionnaire. Les ouvriers avancés doivent être gagnés à un programme qui lie leurs luttes immédiates au renversement révolutionnaire du capitalisme. Sinon, même les mobilisations les plus puissantes de la classe ouvrière se retrouveront bradées, dissipées et canalisées dans l'impasse réactionnaire de la collaboration de classes. Nous combattons pour regrouper, en luttant politiquement contre les opportunistes, et consolider les cadres pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Un tel parti sera, comme le dit Lénine, un tribun du peuple, qui unira les immigrés, les femmes, les jeunes et tous les opprimés derrière la lutte du prolétariat pour renverser le système capitaliste, racine de l'oppression raciale et instaurer une société socialiste.



L'hiver dernier, la LTF appelait les ouvriers à arracher la direction des grèves à la bureaucratie capitulante et à construire un parti révolutionnaire. Notre tract du 4 décembre 1995, intitulé : « A bas Vigipirate ! Unifiés des "immigrés", des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière ! Pour une nouvelle direction, une direction révolutionnaire ! », fut publié en français et en arabe. Le second tract (à droite) est sorti le 14 décembre alors que la bureaucratie se préparait à liquider la grève.

Pour le trotskysme révolutionnaire, pas l'opportunisme syndical

Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica

La Ligue communiste internationale a rompu ses relations fraternelles avec le groupe Luta Metalúrgica/Liga Quarta-Internacionalista do Brasil (LM/LQB). Dans une lettre du comité exécutif international (CEI) de la LCI datée du 17 juin, nous écrivions : « Cela fait maintenant plusieurs mois que la LCI se bat pour mettre les pratiques concrètes de LM/LQB en accord avec le programme politique révolutionnaire exprimé dans la déclaration de relations fraternelles adoptée par nos deux organisations en septembre 1994. En particulier, depuis la réunion de notre CEI en janvier 1996, il y a eu des batailles politiques aiguës contre l'opportunisme syndical et la subordination centrisme du programme révolutionnaire à une politique de blocs imprincipiels prolongés et de coalitions amorphes au sein des syndicats pratiquée par LM [...]. Vu que LM/LQB est clairement déterminée à poursuivre son cours opportuniste, nous dissolvons en conséquence les relations fraternelles et séparons nos organisations. Nous espérons vivement avoir des opportunités de lutte commune. »

LM est née comme formation prolétarienne avec une histoire combative dans le centre sidérurgique de Volta Redonda. En 1989, ce groupe a rejoint le groupe brésilien Causa Operária (une tendance alliée à l'organisation pseudo-trotskyste Partido Obrero de Jorge Altamira en Argentine) mais a scissionné en 1994, centralement en raison de l'adaptation centrisme de CO au front populaire. CO appelait à voter pour le « candidat des ouvriers » Lula dans la formation bourgeoise Frente Brasil Popular, une alliance de collaboration de classes entre le Parti des travailleurs (PT) de Lula et différents politiciens capitalistes « progressistes » (lire notre article « Brésil : Le candidat du FMI gagne les élections », *Workers Vanguard* n° 608, 14 octobre 1994).

Ce fut l'opposition de LM au front populaire de Lula, et aussi sa compréhension de la centralité de la lutte contre l'oppression raciale – ignorée par le reste de la gauche brésilienne – comme question stratégique pour la révolution socialiste au Brésil, qui ont jeté les bases à l'établissement de relations fraternelles à l'automne 1994. Les relations fraternelles constituent un processus dynamique pour tester un accord programmatique apparent par le travail commun et le débat sur les divergences. Un processus dans tous les cas long et difficile, qui a été rendu plus difficile au Brésil par la distance géographique, les difficultés de langue et le bas niveau des technologies de communication. Nous avons cherché à approfondir nos liens avec LM en surmontant les divergences réelles ou potentielles par une discussion patiente et pédagogique.

Reconnaissant qu'il n'existe pas de surplace en matière de relations fraternelles, à savoir que si nous ne progressions pas, c'était que nous revenions en arrière, la LCI invita un des principaux dirigeants de LM à une importante réunion de notre comité exécutif international, en janvier dernier. Nous avons par la suite investi des ressources significatives pour maintenir un représentant de la LCI au Brésil pendant plusieurs mois, afin de mettre en application un calendrier de travail commun sur lequel nous nous étions mis

d'accord. Ce calendrier était centré sur la nécessité de publier un organe de propagande du parti, d'étendre notre présence vers un centre métropolitain important, et de chercher à gagner de nouvelles recrues parmi la jeune génération, y compris dans la sidérurgie où LM s'est forgé une autorité.

Durant les mois qui ont précédé la réunion du CEI, LM a été centralement impliquée dans une formation amorphe et imprincipielle, Municipários em Luta (MEL), qui avait récemment gagné la direction du syndicat des employés municipaux à Volta Redonda. A la réunion du

armées. Le résultat a été mesuré en fleuves de sang, depuis le bloc du Parti communiste chinois avec le Guomindang (Kuomintang) au milieu des années 1920, jusqu'au bloc du Parti communiste indonésien avec Soekarno et les généraux musulmans au milieu des années 1960, et à l'accord entre l'Unidad Popular d'Allende et des généraux « patriotiques » comme Pinochet au Chili en 1970-73. Dans un microcosme, un bloc similaire existe dans le syndicat des employés municipaux de Volta Redonda.

Dans une lettre adressée à LM le 23 février, nous écrivions : « La lutte pour

engagé la bataille le 13 mars en opérant un sinistre raid sur la réunion du syndicat des employés municipaux, mené par la tristement célèbre police militaire. En défense des camarades, avec qui nous étions en relations fraternelles, et du syndicat, et sur la base de notre position de principe pour l'indépendance du mouvement ouvrier par rapport à l'Etat capitaliste, la LCI a mobilisé ses ressources pour une campagne internationale de solidarité. Organisée par le Partisan Defense Committee et ses organisations sœurs comme le Comité de défense sociale en France, cette campagne a attiré le soutien de syndicats et de militants depuis l'Afrique du Sud jusqu'à Tokyo pour exiger que les flics ôtent leurs pattes de LM et du syndicat lui-même. Contrainte de livrer bataille, LM a mené une lutte principale et difficile contre la présence policière dans le syndicat.

Cependant, au plus fort de cette campagne, nos divergences politiques se sont révélées de façon aiguë au moment même où nous faisons front avec LM contre la répression étatique. En dépit d'un accord abstrait sur la nécessité de forger un noyau trotskyste au Brésil, LM subordonnait le nécessaire travail de parti – tel que la publication d'un journal pour présenter ouvertement leur position devant les travailleurs et dénoncer les responsables de la chasse aux sorcières – à la préservation de leur contrôle sur le syndicat par le haut, à travers le poste non électif de « conseiller du syndicat ».

Pourtant la liste électorale de MEL incluait le principal responsable de la chasse aux sorcières lui-même, un certain Arthur Bonizetti Fernandes, qui s'est fait le porte-parole des flics. De façon scandaleuse, ce provocateur pro-flics travaille sous la direction d'un groupe pseudo-trotskyste, la Liga Bolchevique Internacional (affilié au PBCI argentin) ! Dans un tract conjoint de la LCI et de LM/LQB (reproduit dans *Espartaco* n° 8, printemps-été 1996), nous écrivions : « Ceci est une sale affaire : une récente lettre (1^{er} mars 1996) de la Liga Bolchevique Internacional (LBI) adressée à Arthur (comploteur contre MEL) lui ordonne d'attaquer Luta Metalúrgica et la LCI parce que nous défendons les Noirs et les homosexuels [...]. Les militants de gauche bidons comme Arthur et la LBI crachent sur les Noirs et les femmes et embrassent les forces répressives de l'Etat. »

Les relations fraternelles étaient dans une impasse sur les deux questions les plus fondamentales pour des marxistes révolutionnaires : la question de l'Etat et la question du parti. Dans une autre lettre à LM, le 11 juin, nous écrivions : « Le boulot des marxistes est d'avoir un programme qui ouvre conceptuellement la voie à une révolution ouvrière. Luta Metalúrgica, dans son programme et la manière dont elle traite de l'Etat et de ses bandes d'hommes armés, a érigé des obstacles devant ce programme de révolution ouvrière, semant la confusion parmi les travailleurs en étant candidate à la direction d'un syndicat qui compte dans ses rangs des flics et sans s'adresser à cette question cruciale de manière spécifique et prioritaire dans la campagne pour les élections syndicales. Le point n'est pas de se sentir honteux à ce sujet, ou d'être

Suite page 6



Rassemblement de front unique pour Mumia Abu-Jamal à l'initiative de Luta Metalúrgica à Volta Redonda, en août 1995.

CEI de janvier, la LCI a pour la première fois appris que ce syndicat compte parmi ses membres des policiers ! Au cours des derniers six mois, nos relations avec LM/LQB ont été dominées par les questions, liées entre elles, de lutter pour chasser les flics du syndicat et d'amener le groupe LM à rompre avec sa pratique solidement ancrée de combinationnisme imprincipiel dans les syndicats. Bien qu'elle prônait formellement l'indépendance de classe des travailleurs, LM est entrée dans des combinaisons avec des non-marxistes et même des éléments sinistres, et a inspiré la plate-forme électorale de MEL sans même mentionner dans sa propagande électorale la question de chasser les flics du syndicat des employés municipaux. De plus, ce programme électorale, qui donnait l'impression d'être très à gauche, a été tellement peu distribué qu'une majorité des flics du syndicat ont voté pour la liste MEL !

Même si LM s'est opposée au bloc entre le PT de Lula et divers politiciens bourgeois, un « syndicat » rassemblant des ouvriers et des flics est en réalité une forme plus pure de front populaire que celui qui existe au niveau parlementaire : l'organisation de masse censément vouée à la défense des intérêts de classe des ouvriers est directement liée aux bandes armées pour la défense du capital. La forme la plus dangereuse du front populaire, particulièrement fréquente dans les pays semi-coloniaux, est celle entre les dirigeants du mouvement ouvrier et des commandants « progressistes » des forces

chasser les flics des syndicats est l'équivalent de l'appel à ne pas voter pour Lula : c'est l'expression concrète du principe marxiste d'indépendance du mouvement syndical d'avec l'Etat capitaliste. » En outre, nous les avertissions que la position affichée de LM sur la question noire était sapée et contredite dans les faits par ses pratiques actuelles : « Parmi les questions politiques qui rapprochent Luta Metalúrgica et la LCI figure notre insistance sur la lutte pour une stratégie centrée sur le prolétariat pour anéantir l'oppression raciale. Camarades, réfléchissez sur ce que cela signifie en termes concrets. Si demain il devenait nécessaire pour le syndicat des employés municipaux de prendre l'initiative d'organiser une défense syndicat/Noirs, une telle mobilisation serait entravée, vidée de son contenu ou rendue impossible par la présence dans les syndicats des forces qui commettent des massacres racistes comme ceux de Candelária, Vigário Geral et Carandirú, qui tuent des paysans dans la Rondônia. »

Juste quelques semaines après l'envoi de cette lettre, la police militaire perpétra un massacre de paysans à El Dorado dos Carajás (voir *Workers Vanguard* n° 644, 26 avril). En même temps, les flics du syndicat des employés municipaux étaient dénoncés par la presse bourgeoise pour leur participation aux escadrons de la mort responsables des assassinats d'enfants des rues.

La question urgente de chasser les flics du mouvement syndical a abouti à une confrontation lorsque l'Etat lui-même a

Luta Metalúrgica...

Suite de la page 5

agacés par notre insistance sur cette question. Le point est de faire quelque chose à ce propos [...].

« Un solide noyau d'authentiques bolchéviques doit être forgé à travers une lutte claire pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier vis-à-vis de l'Etat bourgeois, même si on risque de perdre de l'influence au sommet de ce syndicat à cette période. Continuer à subordonner la question de principe à la lutte quotidienne pour l'influence à la direction du syndicat ne peut que mener à la poursuite des provocations de la part de la police, des forces politiques qui dirigent la police et des "militants de gauche" qui font leur boulot. Plus important, la lutte pour la clarté marxiste et la conscience politique révolutionnaire sera mise au rancard. La base digne de la confiance des marxistes révolutionnaires et pour laquelle ils doivent lutter se trouve à la base du syndicat, parmi les ouvriers eux-mêmes. »

Conscience trade-unioniste ou conscience révolutionnaire

Le travail léniniste dans les syndicats est dirigé vers la base, pour gagner progressivement les travailleurs les plus avancés à une compréhension de leurs intérêts de classe - incarnés dans le programme révolutionnaire - et pour construire la direction révolutionnaire qui est nécessaire pour lutter pour ces intérêts contre les exploiters et les directions traitées de la prétendue gauche. Les fameuses « 21 conditions » d'admission dans l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky visaient précisément à séparer les communistes authentiques des réformistes et centristes en insistant sur la lutte pour appliquer un programme communiste, et non pas seulement à exprimer un accord abstrait avec un tel programme tout en le violant en pratique. De même, tout l'objet de la résolution sur l'organisation de l'Internationale communiste était de diriger et d'organiser des cellules communistes dans les syndicats, et non pas de s'engager dans des manœuvres et des blocs imprincipiels au sommet.

Un exemple négatif nous est donné par la pratique du Parti communiste américain stalinisé (CP), qui a laissé se dissiper sa puissante base dans le CIO (Congress of Industrial Organizations) à la fin des années 1930. En suivant sa stratégie front-populiste de « coalitions de centre-gauche », le CP s'est focalisé sur des manœuvres pour gagner des postes influents auprès des bureaucrates pro-Parti Démocrate à la tête des syndicats. Ayant dissipé une partie considérable de son influence dans la classe ouvrière, il fut ensuite en grande partie détruit par la chasse aux sorcières maccarthyste de la fin des années 1940 et du début des années 1950 qui suivit la promulgation du plan Marshall - affirmation antisoviétique par le gouvernement Truman de la domination de l'impérialisme US sur l'Europe de l'Ouest. Quelques-uns de ces staliniens en sont même venus à regretter publiquement d'avoir négligé leur base.

L'influence d'un parti révolutionnaire dans les syndicats ne peut pas être construite et maintenue simplement par la combativité syndicale. Un aspect central du léninisme est la compréhension que la conscience révolutionnaire n'est pas une extension linéaire de la lutte économique entre les ouvriers et les patrons sur le lieu de production. Les ouvriers avancés doivent être gagnés au programme et à la perspective de diriger toutes les sections des exploités et des opprimés vers le renversement de l'ordre bourgeois et la reconstruction de la société sur une base juste et égalitariste. Comme Lénine l'écrivait dans *Que faire ?*, en polémiquant



La campagne internationale de solidarité avec les syndicalistes de Volta Redonda contre l'intrusion sinistre de la police militaire dans une réunion syndicale.

contre la tendance économiste qui glorifiait les luttes quotidiennes des ouvriers : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme [...].

[...] aussi, quelques efforts que nous fassions pour "donner à la lutte économique elle-même un caractère politique" nous ne pourrions jamais, dans le cadre de cet objectif, développer la conscience politique des ouvriers (jusqu'au niveau de la conscience politique social-démocrate), car ce cadre lui-même est trop étroit [...]. La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? - on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux d'entre eux qui penchent vers l'économisme, à savoir : "aller aux ouvriers". Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée. »

L'étroitesse syndicaliste obstinée de LM est une parodie du léninisme. Une fraction d'ouvriers communistes dans les syndicats ne peut pas se substituer au parti et à sa propagande. L'Internationale communiste a indiqué les raisons politiques importantes d'une division des tâches entre les formations syndicales et les formations du parti. Tout en luttant pour la direction des syndicats, les communistes cherchent à construire l'unité la plus solide possible de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes. La tâche de l'avant-garde communiste est cependant d'aiguiser les différences entre les tendances politiques concurrentes pour amener les ouvriers vers une conscience communiste et rassembler les cadres dirigeants, par des scissions et des regroupements, dans un parti léniniste dont le but est de conduire les ouvriers vers le pouvoir d'Etat. Comme l'a résumé un camarade de la LCI au cours d'une discussion avec Luta Metalúrgica, « Profintern = unité; Comintern = scission ». (Le Profintern était l'Internationale syndicale rouge associée à l'Internationale communiste de Lénine

et Trotsky).

A l'opposé, LM participe à des pratiques opportunistes de la soi-disant « gauche » brésilienne, où chaque protagoniste mesure généralement sa force au nombre de syndicats qu'il contrôle. Le programme politique est par conséquent émoussé au service de l'opportunisme syndical, et l'unité du syndicat en tant qu'organisation de défense de classe est compromise par des manœuvres sectaires par lesquelles les ouvriers sont divisés en formations syndicales concurrentes contrôlées par différents partis politiques. Comme Trotsky l'a écrit dans « Communisme et syndicalisme » (octobre, 1929), « la question des relations entre le parti, qui représente le prolétariat tel qu'il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire ».

LM porte avec elle le bagage de son expérience de politique centriste et de manœuvres syndicales. Au cours de la période de relations fraternelles, LM a rencontré quelque chose dans la LCI à laquelle sa précédente expérience politique ne pouvait pas l'avoir préparée. Pour la LCI, un programme politique n'est pas du camouflage socialiste ou une abstraction que l'on dément en pratique, mais un guide pour une intervention communiste dans toutes les sphères de la vie.

Pour des regroupements révolutionnaires, pas du conciliationnisme centriste !

La dissolution des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica est aussi une conséquence politique de la défection de nos ex-camarades Norden et Negrete (voir notre brochure « Norden's "Group": Shamefaced Defectors from Trotskyism » [Le « groupe » de Norden : une honteuse défection du trotskysme]). Malheureusement pour LM, c'étaient ces camarades qui ont servi de lien entre la LCI et LM pendant une longue période. Alors que les relations fraternelles se développaient par la poursuite patiente des débats politiques et le travail commun sur le terrain, sous la direction de camarades qui représentaient mieux la LCI, Norden et Negrete ont capitulé devant l'ancienne attitude de LM et ont tenté d'émousser l'intervention de la LCI à des moments cruciaux.

Mais le réel dommage causé à LM par Norden et Negrete remonte au commencement même des relations fraternelles. Notre tendance internationale a été construite à travers des scissions et des fusions avec d'autres organisations en mouvement vers la gauche. C'est pourquoi, suivant l'exemple du Parti bolchévique de Lénine, nous consacrons beaucoup d'attention aux polémiques, car nous

cherchons à gagner d'autres militants, subjectivement révolutionnaires, qui sont autour ou dans des organisations pseudo-trotskystes concurrentes. Un accord programmatique substantiel, testé dans la pratique à travers des interventions exemplaires et la participation aux luttes de masse, des débats internes vigoureux, une formation rigoureuse des cadres dirigeants : telles sont les méthodes bolchéviques de construction du parti.

Au contraire, avec Norden et Negrete aux commandes du travail de notre parti en Amérique latine, l'approche envers Luta Metalúrgica avait plus à voir avec les mielleux diplomates bourgeois qu'avec des internationalistes léninistes. A la fois égocentriques et ayant la plume facile, Negrete et Norden ont reconnu plus tard qu'ils avaient écrit eux-mêmes la déclaration de relations fraternelles ! Ce document laissait croire à un accord programmatique large, profond et synthétique qu'il décrivait, mais qui n'a simplement jamais existé. De plus, il était clair que les relations fraternelles n'étaient pas vues comme un procédé vivant pour aboutir à une réelle transformation et à la cristallisation d'une avant-garde léniniste-trotskyste, mais comme un « trotskysme de communiqués de presse » pour consommation extérieure. La déclaration avait été immédiatement envoyée à l'impression avant même que notre comité exécutif international l'ait discutée et votée !

A cet égard, il y avait un fort contraste entre nos relations avec LM et celles établies avec le groupe japonais Rekken. L'accord de 1986 établissant les relations fraternelles était un document modeste, axé sur la question du parti, et qui incluait un certain nombre de tâches concrètes telles que la traduction en japonais d'une sélection de documents fondamentaux de notre tendance. Ce document n'a été rendu public qu'un an plus tard (voir *Spartacist* [édition anglaise] n° 41-42, hiver 1987-88), après qu'une période de mise à l'épreuve ait démontré l'existence d'un accord réel.

Les méthodes de Negrete et Norden avaient davantage à voir avec nos opposants centristes, comme Workers Power (Pouvoir ouvrier en France), dont l'« internationale » est construite avec les mêmes méthodes bidons. On écrit des déclarations ronflantes pour la consommation publique et pour créer un paravent d'« orthodoxie » afin de couvrir des pratiques sur le terrain qui leur sont totalement étrangères. De plus, la capacité de Norden à produire de longues déclarations dans de multiples langues depuis un centre international éloigné tout en ignorant délibérément les problèmes réels (qualifiés par Negrete, avec un paternalisme répugnant, de « différen-

ces culturelles») ont donné à Luta Metalúrgica l'idée fautive que la LCI était une combinaison fédéraliste, et non une tendance internationale véritablement centralisée démocratiquement. La LCI n'est pas dominée par les grosses sections, les sections plus petites étant réduites au statut de simples spectatrices, et le travail d'aucune section n'est sa seule propriété. Au contraire, nos priorités déterminées internationalement sont suivies et discutées avec attention par les cadres dirigeants dans toute notre tendance.

Au lieu de recruter LM au trotskysme, Norden et Negrete espéraient faire de LM une section latino-américaine « vitrine », dont la « base » dans les syndicats pourrait être fièrement exhibée dans la propagande internationale. Malheureusement pour les camarades de Luta Metalúrgica, leur aventure avec Norden et Negrete est survenue à un stade avancé de la maladie dégénérative pabliste de Norden. Une motion votée par le secrétariat international à sa réunion du 11 mai notait que « la tentative de Norden et Negrete d'émousser les batailles tranchantes nécessaires avec LQB/LM au Brésil manifeste les mêmes appétits centristes que ceux révélés dans la conciliation par Norden du KPF allemand. La fausse bataille de Norden et Negrete contre le "syndicalisme" dans la LQB/LM était destinée à servir d'alibi à l'opportunisme syndical de LM, qui s'est révélé de la manière la plus caricaturale dans la question la plus élémentaire de l'opposition aux empiètements de l'Etat bourgeois dans le mouvement ouvrier. » L'histoire des relations fraternelles avec LM avant la réunion du CEI de janvier est un cas d'école de comment ne pas construire une internationale communiste.

Normalement, dans le processus qui conduit à une fusion saine, les groupes qui fusionnent baissent leur garde et deviennent plus candides et généralement ouverts au fur et à mesure que leur but politique commun commence à rendre leurs structures organisationnelles séparées de plus en plus redondantes. Negrete et Norden ont laissé LM isolée des discussions internes dans la LCI, commodément et spécialement celles concernant la bataille avec Norden sur l'Allemagne. Dans le but de faire progresser des discussions franches et d'inciter LM à adopter des normes organisationnelles bolchéviques, qui étaient complètement absentes, nous avons proposé un échange de procès-verbaux internes des instances dirigeantes de nos partis. Mais le processus naissant de différenciation interne au sein du groupe, combiné à l'opposition politique des individus qui étaient auparavant ses liens principaux avec la LCI, et le conflit grandissant entre les objectifs professés de LM et son travail réel, provoqua un réflexe de protection organisationnelle. L'échange de documents internes fut refusé par LM, qui adopta une ligne dure sur le maintien de son cours opportuniste dans les syndicats.

En tant que groupe constitué principalement d'ouvriers avancés et d'autodidac-

tes politiques, qui s'était principalement défini par une opposition empirique au front populaire sur son terrain national, et en tant qu'anciens dirigeants d'organisations ouvrières de masse au niveau local, il était difficile pour LM de se transformer subjectivement et conceptuellement en un groupe de propagande. Dans le meilleur des cas, il aurait fallu un temps substantiel pour assimiler nos méthodes de travail en tant que groupe de propagande de combat trotskyste. Mais nous étions tout à fait prêts à essayer, y compris en employant nos ressources limitées en cadres et en argent pour travailler au Brésil. Notre perception était que ce groupe avait la possibilité de forger une avant-garde de cadres dirigeants ouvriers communistes, quelque chose qui ne s'est vu qu'à de rares occasions dans l'histoire du mouvement trotskyste, comme avec les mineurs belges ou les Teamsters [camionneurs] de Minneapolis dans les années 1930. Comme nous l'écrivions à LM en mars dernier : « Le Parti bolchévique de Lénine s'est construit à travers la fusion d'intellectuels "déclassés" avec les couches les plus avancées du prolétariat. La pratique des différentes organisations centristes au Brésil, et pas seulement là-bas, est l'antithèse du léninisme. Ce sont des partis à deux étages dans lesquels une couche d'intellectuels petits-bourgeois, qui se présentent comme les "grands penseurs", dominent les militants ouvriers de base. C'est simplement le reflet de leurs politiques opportunistes qui ne cherchent pas à élever la conscience du prolétariat mais au contraire s'adapte à l'arriération et à l'influence de leur "propre" bourgeoisie. Les camarades de LM représentent les éléments d'avant-garde du prolétariat. Vous, camarades, devez devenir le noyau d'un parti trotskyste au Brésil. Nous souhaitons aider à cette transformation politique. »

Le programme politique est primordial

Nous vivons une période politique réactionnaire, mais qui néanmoins offre des opportunités politiques pour l'intervention communiste et le développement de notre parti, qui sont cependant inégalement répartis de part le monde. Le Brésil est un des endroits où il y a beaucoup d'agitation parmi les travailleurs, et parmi les étudiants, et notre engagement pour un combat lutte de classe contre l'oppression raciale et pour construire un parti léniniste tribun du peuple est très attirant. Néanmoins, c'est aussi une période où l'écroulement de l'Union soviétique a porté au plus bas, au niveau mondial, l'identification des intérêts de la classe ouvrière avec les idéaux du socialisme. La LCI, unique en cela dans la gauche, nage à contre-courant et insiste sur la validité du marxisme révolutionnaire comme programme pour la lutte aujourd'hui.

Une indication du caractère défectueux de la déclaration de relations fraternelles était qu'elle ne mentionnait même pas la révolution permanente. C'est là pourtant

une question clé pour des marxistes en Amérique latine ! Sans la conception du rôle central du prolétariat et de la nécessité d'une avant-garde léniniste pour conduire les travailleurs au pouvoir d'Etat comme les libérateurs de tous les opprimés de la société, les travailleurs seront condamnés à la répétition des cycles de « fronts uniques anti-impérialistes » - c'est-à-dire des blocs front-populistes avec leur propre bourgeoisie (sûrement camouflés par beaucoup de rhétorique contre l'impérialisme yankee) - et de coups d'Etat militaires et de terreur policière d'Etat débridée.

En ce qui concerne l'importance d'un programme politique correct, la LCI

xistes révolutionnaires est d'avoir un programme qui de façon conceptuelle ouvre la voie à la révolution ouvrière, il est intéressant de noter que les bolchéviques sont arrivés de justesse à faire la révolution d'Octobre 1917. Les bolchéviques se sont heurtés à la révolution de Février 1917 avec un programme qui était inadéquat pour Octobre. Spécifiquement, la conception qu'avaient les bolchéviques de la révolution russe à venir était la théorie boiteuse de la domination de deux classes exprimée dans leur programme pour une "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie."

« Le parti, conduit par Lénine et assisté du comité de Pétrograd, le plus radical, a surmonté de façon semi-empirique les



Avril 1996 - des paysans pauvres abattus par la police militaire brésilienne. Les flics sont le bras meurtrier de l'Etat capitaliste.

notait dans sa lettre à Luta Metalúrgica du 11 juin : « La LCI aussi a eu à reconnaître et à éliminer des obstacles que nous avons aussi créés et qui auraient bloqué la route à une révolution ouvrière si nous n'avions pas reconnu nos erreurs. Un bon et très récent exemple est la bataille avec et dans notre section canadienne pour préconiser l'indépendance du Québec. Si les forces à l'intérieur de notre organisation n'avaient pas réussi à empêcher les camarades de capituler devant l'anglo-chauvinisme dans notre section canadienne, nous aurions alors dû forger un nouveau parti pour diriger la révolution socialiste prolétarienne au Québec et au Canada anglophone. Au lieu de cela, un débat interne très tranchant, une formation organisée des cadres dirigeants, et une discussion prolongée ont gagné les camarades canadiens au programme qui est essentiel pour une perspective marxiste au Canada aujourd'hui [...]. »

« Le Parti bolchévique aussi a rencontré beaucoup d'obstacles, y compris à l'intérieur même du parti, et les écrits de Lénine sont remplis de polémiques urgentes pour faire disparaître les obstacles à la révolution qui apparaissaient souvent dans le comité central du Parti bolchévique. Pour revenir au point que le travail des mar-

limitations de cette "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie", parce que son appétit politique était clairement pour le pouvoir prolétarien, et c'est ce pourquoi il a combattu, malgré l'ambiguïté théorique. Mais en fait, les bolchéviques n'ont jamais adopté la théorie correcte et essentielle de la révolution permanente développée par Trotsky. Cette faiblesse théorique, et le fait de ne pas avoir explicitement renoncé à la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" est alors devenue une voie d'entrée pour les forces qui plus tard se présenteront comme la "vieux-garde" bolchévique (par exemple Staline) pour attaquer Trotsky, la théorie de la révolution permanente et les prémisses et les implications internationalistes révolutionnaires de la Révolution bolchévique elle-même. Quelque cinquante ans plus tard, et après la capitulation ultime devant l'impérialisme de la bureaucratie stalinienne abandonnant le pouvoir d'Etat prolétarien, on peut apprécier amèrement quel formidable obstacle cette erreur programmatique est devenue avec le temps. »

Nous n'avons ni Lénine ni Trotsky, mais nous avons leur expérience à assimiler, particulièrement comme méthodologie.

Suite page 11

International Bulletin Published by the International Secretariat

The Post-Soviet Period and Disintegrative Pressures on the Revolutionary Vanguard

Norden's "Group": Shamefaced Defectors From Trotskyism

30 F. (149 pages)

5 juillet 1996

30 F. (149 pages)

Brochure spéciale de la LCI

Deuxième édition

Cette édition inclut :
« Pabloism of the Second Mobilization - A Shamefaced Defection from Trotskyism »,
« Workers Vanguard »,
5 juillet 1996

30 F. (149 pages)

La LCI reproduit les polémiques de ses opposants dans la gauche

Hate Trotskyism, Hate the Spartacist League n° 9

The Norden « Group » : Polymorphous Opportunism

25 F. (96 pages)

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris cedex 10

Hate Trotskyism, Hate the Spartacist League
— a bulletin series of opponent material

NUMBER 9

The Norden "Group": Polymorphous Opportunism

Introductory Note

"After Spartacist League Purges Leading Cadres, ICL Flees from Class Battle in Brazil— From a Drift Toward Abstentionism to Desertion from the Class Struggle"

Published by the Norden "Group," July 1996

Spartacist Publishing Company
Box 4377 BPO
New York, New York 10116
USA

August 1996
whole no. 9
ISSN 0896-79 81/96
25FF 96R 13 L7.000
News 2.50 Rand 22. 9000 156.25

Après l'expulsion de Saint-Bernard

**Du couloir de la mort,
ici Mumia Abu-Jamal**

**La France à l'Afrique :
« Allez-vous-en ! »**



« Comprendre ce poème c'est comprendre le rôle qu'on a à jouer, identifier sa démarche, fourbir ses armes. Il n'y a pas un colonisé qui ne reçoive le message contenu dans ce poème. Naman, héros des champs de bataille d'Europe, Naman qui ne cessa d'assurer à la métropole puissance et pérennité, Naman mitraillé par des forces de police au moment où il reprend contact avec sa terre natale, c'est Sétif en 1945, Fort-de-France, Saïgon, Dakar, Lagos. Tous ces nègres et tous ces bicots qui se sont battus pour défendre la liberté de la France ou la civilisation britannique se retrouvent dans ce poème de Keita Fodeba » (Frantz Fanon, *les Damnés de la terre*, 1961).

Pendant la plus grande partie de ce siècle, la République française a tiré sa subsistance de ce qu'elle appelait ses « territoires d'outre-mer », et qu'il vaudrait mieux appeler des « terres exploitées », assujetties, conquises et saignées à blanc comme colonies de la soi-disant « mère patrie ».

Les matières premières, les reliques historiques, les esclaves et plus tard la main-d'œuvre bon marché ont afflué d'Afrique (et d'une partie de l'Asie) vers l'Europe.

En fait, de 1895 à 1959, la France a gouverné une vaste étendue de l'Afrique, comprenant des nations qui

s'appellent aujourd'hui Mali, Sénégal, Mauritanie, Soudan, Burkina Faso, Guinée, Niger, Côte-d'Ivoire et Bénin. Elle gouvernait aussi la plus grande partie de l'Afrique du Nord, comme l'Égypte, l'Algérie et la Tunisie.

Des dizaines de millions de Noirs et de gens de couleur, dont les vies, les modes de vie, les langues et les avenir étaient gouvernés par une nation d'Europe relativement petite, pendant près d'un siècle !

Aujourd'hui, comme l'a montré récemment l'expulsion d'une église de plus de 300 immigrés africains en France, la « mère patrie » expulse ses anciens « colonisés ».

Une grève de la faim de cinquante jours menée par des immigrés maliens et sénégalais n'a pas réussi à dissuader une descente de la police anti-émeute à l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement, dans le quartier de la Goutte-d'or, et fin août, ils ont été chassés par la force de cette chapelle parisienne, et la plupart ont été expulsés hors de France.

Alors que les économies européennes (et aussi l'économie américaine) commencent à battre de l'aile, les forces réactionnaires en appellent aux instincts de la domination blanche, pour rendre les étrangers (« étrangers » - France ; « Auslanders » - Allemagne ;

« wetbacks » - anglais américain, etc.) responsables des emplois perdus et des calamités économiques. Que fait-on des ravages économiques, sociaux, politiques et psychologiques infligés aux « colonies » pendant des générations ?

Après un siècle de méga-exploitation des régions du nord et du centre de l'Afrique, la « mère patrie » renvoie chez eux les enfants et les petits-enfants de ses anciens colonisés.

« Allez-vous-en ! », crie-t-elle.

Pour les Afro-Américains, confrontés à une version indigène de l'apartheid, la France était devenue un refuge contre la répression US, et des artistes comme Miles Davis, la divine Nina Simone, James Baldwin, Richard Wright et Josephine Baker ont respiré leur premier air de liberté sur le sol français, en tant qu'exilés.

C'est pourquoi il est douloureux de voir la haine et l'antipathie anti-africaines que subissent nos frères de sang néocoloniaux menacés d'une expulsion imminente.

Mais une vérité douloureuse n'en reste pas moins une vérité.

Nous sommes aux côtés des immigrés africains, et nous disons : « A bas les expulsions ! »

Mumia Abu-Jamal, journaliste noir américain, est dans le couloir de la mort de la prison d'Etat de Greene, en Pennsylvanie. Condamné pour ses opinions politiques, Jamal est confronté depuis quinze ans à la mort et à l'ordre capitaliste raciste. Ses chroniques sont éditées périodiquement dans *Workers Vanguard*, journal de nos camarades américains, dans *le Bolchévik* et dans d'autres journaux.

Pour rejoindre la campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal et abolir la peine de mort, contactez le Comité de défense sociale (CDDS), BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

« Ouverture des frontières » : un mot d'ordre idéaliste et utopique

La Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire, dont Pouvoir ouvrier est la section française, a pris à maintes reprises des positions de capitulation à l'impérialisme : ils ont clairement pris position pour Eltsine au moment de son coup d'Etat contre-révolutionnaire en août 1991, qui a introduit sa thérapie de choc capitaliste ; dans la guerre civile qui déchire l'ex-Yougoslavie, ils ont pendant des années réclamé une intervention militaire impérialiste aux côtés du régime nationaliste réactionnaire de Sarajevo ; et ils ont refusé de défendre les Serbes de Bosnie contre les bombardements de l'OTAN. Sur le plan du chauvinisme, leur palmarès n'est guère meilleur : ils se sont opposés à appeler à l'indépendance du Québec sous la botte du Canada anglo-chauvin depuis plusieurs siècles. Workers Power en Grande-Bretagne a même appelé à voter pour l'antisémite et ultranationaliste Ziouganov lors des dernières élections en Russie (ce que Pouvoir ouvrier, étrangement, ne mentionne pas dans son éditorial de première page sur les élections russes paru dans leur journal n° 37 de septembre-octobre 1996).

Leur refus de défendre les Serbes contre les bombardements impérialistes en septembre 1995 a provoqué l'éclatement de leur « internationale » bidon, et nous avons clairement démasqué leur capitulation dans un article du *Bolchévik* n° 136 (janvier-février 1996). Pour détourner l'attention de nos critiques de ces lamentables positions, PO fait grand cas de notre rejet de leur mot d'ordre d'« ouverture des frontières ». Nous avons en fait déjà traité cette question dans le

passé et nous reproduisons ci-dessous une polémique du journal de nos camarades américains, *Workers Vanguard* (n° 583, 10 septembre 1993), contre un groupe pseudo-trotskyiste américain, la Revolutionary Trotskyist League (RTL).

Avec l'effondrement de l'Union soviétique et la disparition de l'ennemi commun de tous les impérialistes, on assiste à une intensification des rivalités interimpérialistes et à la formation de blocs commerciaux rivaux. Comme nous le notions en 1974, dans l'article de *Workers Vanguard* cité ci-dessous, l'« ouverture des frontières » permettrait « à des "colons" américains aux puissants moyens financiers de faire main basse sur les entreprises et les biens immobiliers mexicains ». Et c'est exactement ce qui s'est produit avec l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) et le Mexique.

Il est scandaleux que PO ait refusé d'appeler à voter non au référendum sur Maastricht, alors que la ratification de cet accord signifiait, entre autres attaques, une plus grande FERMETURE des frontières de la forteresse Europe raciste et beaucoup plus de contrôles policiers pour les non-Européens de l'Ouest. De plus, Maastricht signifie l'austérité capi-

taliste et de profondes coupures dans les services sociaux, ce contre quoi des millions de travailleurs se battent dans toute l'Europe depuis quelques années. Et les fascistes se nourrissent du mécontentement social engendré par cette austérité.

D'ailleurs, tout en réclamant l'« ouverture des frontières », ce qui logiquement impliquerait d'être contre la police des frontières, les contrôles d'identité, etc., ils soutiennent, selon leur « Manifeste trotskyste », le droit « des policiers de base d'appartenir à un syndicat ou à une organisation politique, de diffuser une presse politique et de faire grève » (page 63). Il n'est pas difficile d'imaginer les aspirations des flics, ces mercenaires de l'Etat bourgeois, qui des rafles de Vichy aux ratonnades de Vigipirate, ne manifestent que pour plus de pouvoir de répression et des rétributions plus grasses pour leur sale boulot !

Le fait que les habitants du tiers monde s'efforcent désespérément et par tous les moyens d'entrer en Europe ou en Amérique du Nord est une des conséquences du pillage et de l'appauvrissement systématiques de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique par les

bourgeoisies des pays capitalistes avancés. En même temps, les travailleurs immigrés sont une réserve de main-d'œuvre bon marché et souvent surexploitée dans les métropoles impérialistes. Aujourd'hui, les maîtres de Wall Street et de la communauté européenne attisent l'hystérie anti-immigrée pour détourner les luttes des masses contre la détérioration de la situation économique dans tout le monde capitaliste occidental.

Il ne peut pas y avoir de politique d'immigration progressiste ou rationnelle sous le capitalisme, où toutes les lois sur l'immigration sont nécessairement racistes et chauvines. L'axe central de la lutte des révolutionnaires doit être la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les ouvriers d'origine étrangère et tous les immigrés, qu'ils soient entrés légalement ou non dans le pays. Comme le disait la Spartacist League le 28 mai [1993], lors d'une manifestation en défense d'immigrants chinois arrêtés par les services d'immigration US : « Ils ont réussi à arriver ici, ils doivent pouvoir rester. » Depuis la défense des foyers pour immigrés de Berlin contre les skinheads nazis jusqu'à la protestation contre l'expulsion des boat people chinois par le gouvernement américain, la Ligue communiste internationale a activement combattu toutes les manifestations de racisme anti-immigré.

Cela n'a pas empêché la Revolutionary Trotskyist League [RTL], un petit groupe centriste, de nous traiter d'« incroyablement racistes » et de « profondément chauvins » parce que nous rejetons le mot

Suite page 11

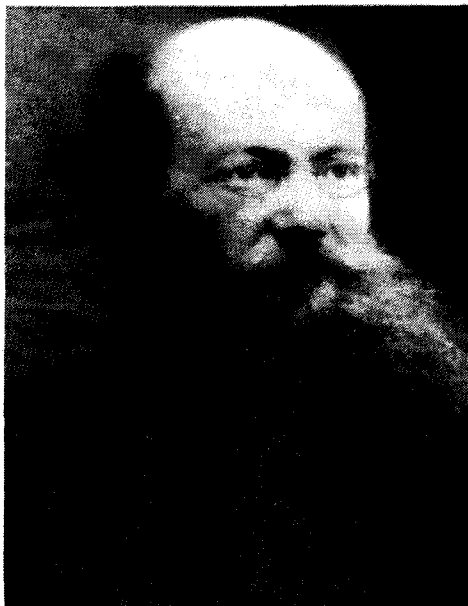
**Pleins droits de citoyenneté
pour tous les immigrés !**

Marxisme...

Suite de la page 12

socialiste à l'échelle européenne, Marx et Engels pensaient en termes d'années, et non de décennies. Par exemple, à la fin des années 1870, l'autocratie russe fut secouée par l'émergence d'un mouvement populiste révolutionnaire qui mobilisait une partie importante de la jeunesse instruite. Dans toute l'Europe, nombreux étaient ceux qui pensaient que la Russie était au bord d'une révolution démocratique radicale, favorisée par une révolte paysanne de masse analogue à la Révolution française de 1789. Marx et Engels croyaient que le renversement de l'autocratie tsariste – le gendarme de la réaction européenne – pourrait être le commencement d'une révolution socialiste à l'échelle européenne. La préface de 1882 à la nouvelle édition russe du *Manifeste du Parti communiste* – la dernière œuvre commune de Marx et Engels, avant la mort de Marx l'année suivante – déclarait qu'une révolution russe aurait pu devenir « le signal d'une révolution prolétarienne en Occident ».

Pourtant, l'assassinat du tsar Alexandre II par des populistes révolutionnaires en 1881 fut suivi par la stabilisation réactionnaire de l'absolutisme russe pour le reste de la décennie. Celle-ci, à son tour, renforça l'ordre bourgeois dans l'Europe du Deuxième Reich allemand, de la Troisième République française et l'Angleterre de la fin de l'époque victorienne. Dans ces conditions, la perspective de la



Houghton Mifflin Company

Pierre Kropotkin

révolution prolétarienne devint de plus en plus abstraite et projetée dans un futur toujours plus lointain pour de nombreux socialistes, y compris pour ceux qui se considéraient comme adhérents aux doctrines marxistes.

Cette évolution se refléta dans le changement dans la désignation conventionnelle du mouvement marxiste, qui de communiste devint social-démocrate. La social-démocratie de la fin du XIX^e siècle était caractérisée par le concept d'un programme *minimum* de droits démocratiques et de réformes économiques et sociales nettement séparé dans le temps d'avec le programme *maximum*, c'est-à-dire le renversement révolutionnaire du système capitaliste. Au premier rang des défenseurs de ce schéma théorique figuraient Karl Kautsky, le porte-parole reconnu du marxisme « orthodoxe » après la mort d'Engels en 1895. Comme Trotsky l'écrivit plus tard dans un article nécrologique à la mort de Kautsky, en 1938 : « *Le côté révolutionnaire du marxisme s'était changé en une perspective indéfinie et en tout cas lointaine. C'était la lutte pour les réformes et la propagande qui étaient à l'ordre du jour. Kautsky s'occupait de commenter et de justifier la politique de réformes du point de vue de la perspective révolutionnaire. Il allait de soi qu'avec le changement des conditions objectives, Kautsky saurait armer le parti d'autres méthodes. Il n'en fut pas ainsi. L'apparition d'une époque de grandes crises et de grandes*

secousses révéla le caractère fondamentalement réformiste de la social-démocratie [allemande] et de son théoricien Kautsky » (Léon Trotsky, « Karl Kautsky », Œuvres, tome 19).

Les termes de débat entre les anarchistes et ceux qui se réclamaient de la tradition marxiste étaient fort différents dans une période plus ancienne. Bakounine avait dénoncé les communistes allemands pour leurs aspirations à la dictature révolutionnaire ; ses successeurs dénonçaient les sociaux-démocrates allemands pour leur réformisme parlementaire. Le syndicaliste révolutionnaire français Pierre Monatte fustigeait le dirigeant marxiste « orthodoxe » Jules Guesde (qui, ironie du sort, était un ancien bakouniniste) pour avoir épousé un « révolutionnarisme » qui n'était « pas plus que verbal ou, pire encore, électoral et parlementaire ».

Il y avait néanmoins une exception de plus en plus importante à l'identification de la social-démocratie d'avant 1914 avec le réformisme parlementaire : le mouvement marxiste dans l'Empire russe, y compris la Pologne. Tous les radicaux russes – populistes comme marxistes – reconnaissaient que le renversement de l'autocratie tsariste était une condition nécessaire pour les libertés démocratiques, un gouvernement représentatif et le progrès social. Les différentes fractions populistes et marxistes dans l'Empire russe avaient d'importantes divergences sur le cours de la révolution à venir et ce qui se passerait après, mais pas sur le fait qu'une révolution approchait.

Le programme de fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903 – soutenu à la fois par les futurs bolchéviks et les futurs menchéviks – se fixait « pour tâche politique immédiate le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par une république démocratique ». De façon même plus significative, le parti russe était le seul parti social-démocrate dans le monde à inclure dans son programme maximum officiel la « dictature du prolétariat », considérée comme nécessaire « pour supprimer toute résistance de la part des exploités ». Ainsi, dans les premières années du XX^e siècle, le marxisme signifiait quelque chose de bien différent en Russie ou en Pologne et en Allemagne ou en France.

Un quart de siècle après la mort de Bakounine, en 1876, le mouvement qu'il avait fondé était divisé entre anarchistes et syndicalistes. Et les anarchistes eux-mêmes étaient très hétérogènes, depuis les purs propagandistes comme Kropotkin jusqu'aux praticiens terroristes de la « propagande par l'exemple ». Au même moment, les partis sociaux-démocrates « marxistes » étaient de plus en plus déchirés entre fractions de droite, du centre et de gauche, avec les marxistes révolutionnaires concentrés dans l'Empire russe et les Balkans. Il faudra une guerre mondiale impérialiste et une révolution ouvrière en Russie pour surmonter les fausses lignes de division (et clarifier les vraies) dans la gauche et dans les mouvements prolétariens au niveau international.

Kropotkin : un « darwiniste social » de gauche

Nous avons insisté que la prémisse fondamentale de l'anarchisme classique était l'existence supposée d'un ordre moral naturel prescrivant la solidarité sociale entre les peuples. Ce concept trouva sa plus pure expression dans les écrits de Pierre Kropotkin, le porte-parole le plus en vue de l'anarchisme à la fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle. L'œuvre la plus connue de Kropotkin avait pour titre *l'Entraide : Un facteur de l'évolution*, dont les deux premiers chapitres étaient consacrés à l'« entraide parmi les animaux ».

Pierre Kropotkin était né en 1842 dans la couche supérieure de l'aristocratie russe, et fut dans sa jeunesse membre du « corps des pages », directement attaché au tsar. Ce page tsariste un peu particu-



A. Mondadori

Sortie d'usine à Paris en 1870. Le développement rapide d'un prolétariat industriel à la fin du XIX^e siècle a créé la base sociale des mouvements sociaux-démocrates et syndicalistes européens.

lier se distinguait par sa curiosité intellectuelle et sa conscience sociale. Quand, comme tous les jeunes nobles russes, il dut servir comme officier subalterne dans l'armée, il choisit un régiment cosaque obscur en Sibérie, très loin de la vie luxueuse d'un courtisan. Les rapports qu'il a écrits sur ses voyages dans cette région sauvage furent publiés plus tard, et valurent à Kropotkin une renommée universitaire comme expert sur la géographie de la Sibérie orientale. De plus en plus hostile à l'ordre politique et social de l'Etat absolutiste russe, Kropotkin quitta l'armée alors qu'il avait environ vingt-cinq ans et entra à l'université de Saint-Petersbourg pour étudier les sciences.

En 1872, Kropotkin visita l'Europe de l'Ouest pour la première fois, et rencontra le mouvement bakouniniste en Suisse. Le jeune noble russe en rupture de ban fut immédiatement gagné à l'anarchisme, une cause et un mouvement auxquels il devait vouer tout le reste de sa vie. Pour comprendre l'anarchisme de Kropotkin, il est important de distinguer les bakouninistes suisses, qui l'ont influencé, des bakouninistes italiens et espagnols. Les Suisses étaient des artisans instruits et qualifiés – principalement des horlogers – qui pensaient que le programme anarchiste offrait un moyen de préserver la communauté artisanale traditionnelle des ravages du capitalisme industriel. Pour eux, la révolution sociale viendrait premièrement par une propagande éducative. Le mouvement bakouniniste italien et espagnol était en grande partie constitué d'intellectuels déclassés, d'ouvriers agricoles et d'éléments lumpen pour lesquels l'anarchisme signifiait la violence insurrectionnelle, ici et maintenant, contre les gouvernants détestés.

Quand Kropotkin retourna en Russie, il se jeta dans le mouvement populiste révolutionnaire qui florissait dans la jeune intelligentsia. Comme la plupart de ses camarades, il fut emprisonné mais, deux ans plus tard, réussit à fuir à l'étranger à

l'aide d'amis dans les échelons supérieurs de la bureaucratie russe. Kropotkin devint bientôt une figure dirigeante du mouvement anarchiste en Suisse et en France. Suite à son implication dans une grève combattive des ouvriers de la soie à Lyon, au début des années 1880, le gouvernement français le condamna à trois ans de prison.

A sa libération, Kropotkin – maintenant âgé d'une quarantaine d'années – s'installa en Grande-Bretagne où il vivra durant les trente années suivantes, rédigeant ses œuvres majeures sur l'anarchisme, la plupart d'entre elles en anglais. Malgré son statut de principal théoricien de l'anarchisme, et en partie à cause de celui-ci, Kropotkin se fit accepter dans les cercles intellectuels britanniques « respectables ». Ainsi, il participa à la rédaction de l'article sur l'anarchisme pour l'édition de 1910 de l'*Encyclopedia Britannica*. Il assistait fréquemment aux réunions de la Royal Geographic Society, où il refusait ostensiblement de se lever en hommage à la reine Victoria et de boire à sa santé. Mais les relations amicales de Kropotkin avec les intellectuels britanniques libéraux auront avec le temps un effet sur le radical russe émigré. Quand éclata la Première Guerre mondiale, Kropotkin devint un ardent champion du gouvernement de sa Majesté royale et de son allié, la Russie tsariste, contre l'Allemagne.

L'immersion de Kropotkin dans les cercles intellectuels bourgeois britanniques a aussi influencé le développement – ou plutôt, l'évolution – de ses propres doctrines anarchistes. L'école à la mode la plus « avancée » de l'idéologie bourgeoise triomphante dans l'Angleterre de la fin de l'époque victorienne était le darwinisme social. T.H. Huxley, Herbert Spencer et leurs camarades d'idées réactionnaires avaient vulgarisé et déformé la théorie de l'évolution par la sélection naturelle développée par Darwin pour

Suite page 10

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) – Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Marxisme...

Suite de la page 9

justifier la concurrence capitaliste et les conquêtes impérialistes. La « survie du plus apte » fut présentée comme la loi fondamentale du progrès évolutif, que ce soit pour les insectes, les rongeurs ou les habitants humains de l'Europe contemporaine. La banqueroute des petites fermes ou des petites entreprises familiales était assimilée à l'extinction des espèces d'oiseaux ou de mammifères qui n'avaient pas réussi à s'adapter aux changements de l'environnement naturel. Pour Huxley et Spencer, un ouvrier qui devenait contremaître – ou plus particulièrement un industriel qui réussissait – était analogue au puissant tigre mâle terrassant un rival plus faible pour s'accoupler avec une tigresse.

Kropotkine acceptait la prémisse fondamentale du darwinisme social, mais infléchissait cette doctrine vers la gauche. Lui aussi croyait que la société humaine était gouvernée par des lois immuables, applicables à toutes les créatures vivantes, et que tous les membres individuels de l'humanité devaient œuvrer à défendre les intérêts de l'espèce *homo sapiens*. Néanmoins, Kropotkine soutenait que la coopération, et non la compétition, entre individus et entre groupes était le mécanisme principal du progrès évolutif. Tandis qu'Huxley, Spencer et Cie argumentaient que les classes inférieures devaient accepter leur sort pour le progrès futur de la race humaine, Kropotkine appelait les riches capitalistes à faire des sacrifices pour le bien général.

Au début des années 1890, Kropotkine écrivit dans un journal scientifique une série d'articles polémiques contre T.H. Huxley, qui furent publiés plus tard dans le livre *l'Entraide* (1902) et dont la conclusion principale était : « Dans le monde animal nous avons vu que la grande majorité des espèces animales vivent en société, et qu'elles trouvent dans l'associa-

Les idées ici exprimées n'étaient en aucun cas spécifiques à Kropotkine, mais représentaient un élément central de la doctrine anarchiste de l'époque: Ainsi, la brochure *Anarchie* publiée en 1891 par Errico Malatesta, et qui constituait un exposé des principes fondamentaux de sa philosophie politique et sociale, affirme que « le principe du chacun pour soi, qui est la guerre de tous contre tous, a vu le jour dans le cours de l'histoire pour compliquer, dévoyer et paralyser la guerre de tous contre la nature pour le plus grand bien-être de l'humanité, qui ne peut être complètement couronnée de succès qu'en étant basé sur le principe d'un pour tous et tous pour un » (souligné dans l'original).

Nous avons insisté que l'anarchisme, en tant qu'idéologie, est intrinsèquement une doctrine de collaboration de classes, parce qu'elle présuppose que tous les individus ont des valeurs et des intérêts communs, fondés sur l'ordre naturel des choses. Dans *l'Entraide*, Kropotkine appelle explicitement les riches capitalistes à ne pas se couper du reste de la communauté humaine : « Bien souvent les hommes qui ont acquis des richesses n'y trouvent pas la satisfaction qu'ils en attendaient [...]. La conscience de la solidarité humaine commence à se faire entendre; et quoique la vie de la société soit organisée de façon à étouffer ce sentiment par mille moyens artificieux, il prend souvent le dessus; beaucoup essayent alors de trouver une issue à ce besoin profondément humain en donnant leur fortune ou leurs forces à quelque chose qui selon leur idée aidera au bien-être général. » Ici, l'anarchisme dégénère en une apologie de la philanthropie bourgeoise.

La version social-darwinienne de l'anarchisme développée par Kropotkine serait aujourd'hui une curiosité historique si une doctrine et un mouvement essentiellement similaires n'avaient pas fait récemment leur apparition sous la forme du radicalisme « vert ». D'un point de vue

Le congrès d'Amsterdam de la Deuxième Internationale (socialiste), en 1904, adopta une résolution condamnant la participation à des gouvernements bourgeois. Mais les courants réformistes, personnifiés par le social-démocrate Eduard Bernstein (à droite) continuèrent à accroître leur influence.

Verlag Kurt Desh



Frederick A. Praeger, Inc.

sant une « philosophie de l'écologie sociale » qui est fondamentalement identique à l'anarchisme de l'« entraide » de Kropotkine : « Je parle de la capacité de l'humanité à raisonner, à anticiper, à vouloir et à agir de façon réfléchie dans le sens de la directivité dans le cadre de la nature, et d'augmenter le propre développement de la nature. C'est aussi une insulte à la nature de séparer d'elle ces attributs subjectifs, de les traiter comme s'ils n'émergeaient pas du développement évolutif et ne faisaient pas implicitement partie de la nature en un sens plus profond que la "loi de la griffe et du croc" que nous avons si futillement imputée à l'évolution naturelle comme une métaphore pour la "cruauté" et la "dureté" du processus évolutif [...]. L'écologie sociale, par définition, prend la responsabilité d'évoquer, d'élaborer, et de donner un contenu éthique au noyau naturel de la société et de l'humanité » (Murray Bookchin, *The Philosophy of Social Ecology* [1990]).

Puisque les membres du FBI américain, la police anti-émeute française et les escadrons de la mort salvadoriens font aussi partie de l'humanité, on doit supposer qu'ils peuvent être convertis à la « philosophie de l'écologie sociale » aussi aisément que d'autres membres de notre espèce. Donc ironiquement, l'anarchisme – qui se présente comme irrémédiablement hostile à tout Etat et à tous les Etats – n'est pas contradictoire avec l'idée que les cadres de l'Etat capitaliste peuvent être gagnés à la cause de la libération sociale.

L'anarcho-terrorisme ou la « propagande par l'action »

Ailleurs, des anarchistes avaient en tête d'autres formes de conscientisation. Le mouvement bakouniniste des premiers temps, au début des années 1870, en appelait à l'impudence des militants de gauche qui voulaient engager la bataille finale contre les pouvoirs dirigeants ici et maintenant. Ce mouvement était plus fort en Espagne et en Italie du Sud, où il existait des opportunités pour l'activité insurrectionnelle qu'on ne trouvait pas ailleurs en Europe. L'Espagne était en proie à une série de guerres civiles de petite ampleur entre différentes factions républicaines ou monarchistes de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Et malgré leur pose « antipolitique » et

« anti-Etat », les bakouninistes espagnols finissaient souvent dans les conseils républicains locaux aux côtés de libéraux bourgeois. En Italie, les classes possédantes n'avaient pas encore mis en place un appareil d'Etat fort et centralisé au lendemain des guerres du Risorgimento qui avaient unifié le pays. Les bakouninistes italiens, dont une des principales figures était le jeune Errico Malatesta, purent ainsi mener pendant un temps une guérilla rurale dans les villages de Calabre.

Avec la stabilisation croissante de l'ordre bourgeois européen pendant les dernières décennies du XIX^e siècle, l'insurrectionnisme bakouniniste laissa la place à l'anarcho-terrorisme, une idéologie désespérée qui allait de pair avec des actes individuels violents censés être une source d'inspiration pour les masses opprimées. Dans les années 1880-1890, des anarchistes assassinèrent un président de la République française, un président des Etats-Unis, un roi d'Italie, un premier ministre d'Espagne, une impératrice d'Autriche-Hongrie et un certain nombre de personnages moins importants. En 1886, un certain Charles Gallo jeta une bouteille d'acide sulfurique depuis la galerie de la bourse de Paris sur un groupe d'agents de change et leurs employés. Il tira ensuite trois coups de revolver.

Suite page 11



Radio Times Hulton

Errico Malatesta, l'un des premiers bakouninistes italiens, consacra sa vie à l'anarchisme et défendit honorablement les opprimés.

tion leur meilleure arme pour la "lutte pour la vie", comprise, bien entendu, dans le sens large de Darwin – non comme une lutte pour les simples moyens d'existence, mais comme une lutte contre toutes les conditions naturelles défavorables à l'espèce. Les espèces animales dans lesquelles la lutte individuelle a été réduite à ses plus étroites limites, et où l'habitude de l'entraide a atteint le plus grand développement, sont invariablement les plus nombreuses, les plus prospères et les plus ouvertes au progrès [...]. Dans la pratique de l'entraide, qui remonte jusqu'aux plus lointains débuts de l'évolution, nous trouvons ainsi la source positive et certaine de nos conceptions éthiques; et nous pouvons affirmer que pour le progrès moral de l'homme, le grand facteur fut l'entraide, et non pas la lutte. Et de nos jours encore, c'est dans une plus large extension de l'entraide que nous voyons la meilleure garantie d'une plus haute évolution de notre espèce. »

« vert », les directeurs de la Banque mondiale, les métallurgistes de la Ruhr allemande et les paysans sans terre en Inde sont considérés comme des membres égaux de la race humaine, dont le comportement devrait être guidé par le bien-être futur de l'espèce humaine (et des autres espèces).

L'affinité idéologique entre l'anarchisme classique et l'éco-radicalisme est personnifiée par l'universitaire américain Murray Bookchin. Pendant les beaux jours du radicalisme de la « nouvelle gauche », dans les années 1960 et le début des années 1970, il était un propagandiste de « l'anarchisme post-pénurie », un courant à la mode qui s'adressait à la jeunesse « dont la vie est frustrée par le consumérisme, la vie dans les banlieues résidentielles, les mass médias, la famille, l'école, le supermarché et le système existant de répression de la sexualité ». Ces dernières années, Bookchin est devenu un gourou du radicalisme « vert » en embras-

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris
Le Bolchévik BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévik BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Marxisme...

Suite de la page 10

sans toutefois blesser personne. A son procès, Gallo s'écria : « Vive la révolution ! Vive l'anarchisme ! Mort aux tribunaux bourgeois ! Bande d'idiot ! » Il expliqua au jury qu'en jetant de l'acide sur le sol de la bourse, il faisait un « acte de propagande par l'action pour la doctrine anarchiste » (cité dans James Joll, *The Anarchists* [1964]).

La brochure *Anarchie* de Malatesta affirme que « dans l'état actuel de la société, où la grande majorité des hommes, écrasée par la misère et abruti par la superstition, gît dans l'abjection, les destinées humaines dépendent de l'action d'un nombre relativement peu, considérable d'individus ». La « propagande par l'action » était une forme extrême de l'idée anarchiste fondamentale que les actions d'un petit nombre d'individus étaient nécessaires pour inspirer et encourager l'esprit de révolte parmi la majorité amorphe. L'assassinat d'un président de la République française ou d'un premier ministre espagnol était vu comme une insurrection exemplaire, censée démontrer la vulnérabilité de l'Etat par rapport à la violence révolutionnaire.

Naturellement, la bourgeoisie n'a pas du tout apprécié cela. L'anarchiste exalté lanceur de bombes devint une image stéréotypée dans la culture politique populaire, qui fut utilisée pour justifier la répression bourgeoise. L'historien social-démocrate britannique G.D.H. Cole a argumenté que « de telles personnes tendaient, dans les années 1880 et 1890, à professer des opinions anarchistes, bien que leur anarchisme n'ait que peu de choses en commun avec celui d'hommes comme Kropotkine » (*Socialist Thought: Marxism and Anarchy, 1850-1890* [1954]). Bien que Kropotkine et Malatesta, dans leurs dernières années, n'aient pas encouragé le terrorisme, ils ne l'ont jamais répudié et n'ont jamais dénoncé ceux qui le pratiquaient. Avec leur confusion entre le système et ses symboles et agents, entre la maladie et ses symptômes, avec leur croyance en l'« action » d'une minorité flamboyante, les propagandistes anarchistes faisaient appel à des impulsions politiques impressionnistes qui sont loin d'appartenir à un passé lointain. Par exemple, des éléments de la « nouvelle gauche » des années 1960 ont profondément adhéré à l'esprit du terrorisme symbolique, même s'il était d'avantage pratiqué par procuration et même de façon « non violente ».

Que signifie exactement la « propagande par l'action » ? Comment de telles actions étaient-elles supposées favoriser la cause anarchiste ? En 1879, le premier numéro du *Révolté*, publié par Kropotkine, appelait à « la révolte perma-

nente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite [...]. Tout ce qui est en dehors de la légalité est bon pour nous ». Pour les anarchistes, le principal ennemi était l'Etat, suivi par l'Eglise. Ici, il est important de garder en tête que le mouvement avait ses origines et était centré en Europe latine, où l'Eglise catholique représentait encore la religion d'Etat. Les anarchistes considéraient que leur tâche principale était de surmonter, par un moyen ou par un autre, le respect traditionnel des masses pour l'autorité - responsables du gouvernement, police, juges, prêtres et évêques.

Pendant la révolution espagnole et la guerre civile, dans le milieu des années 1930, un grand nombre d'églises furent brûlées et plusieurs prêtres et autres ecclésiastiques furent tués (les estimations vont de plusieurs centaines à plusieurs milliers). Un manifeste anarchiste pour la jeunesse proclamait : « Pour que la révolution soit un fait, nous devons démolir les trois piliers de la réaction : l'Eglise, l'armée et le capitalisme. L'Eglise a déjà rendu des comptes. Les temples ont été détruits par le feu, et le peuple s'est occupé de la foule des corbeaux ecclésiastiques qui n'ont pas réussi à s'échapper » (*Tierra y Libertad* [Barcelone], 13 août 1936). En même temps, on rapporte de nombreux exemples de milices anarchistes stoppant les incendies des églises. Si les révolutions, en particulier contre des conditions semi-féodales, sont souvent marquées par une explosion de rage contre les oppresseurs, l'effet des attaques contre les églises en Espagne avait été de susciter l'hostilité des croyants catholiques et, par conséquent, de renforcer les forces de la réaction franquiste.

La lutte contre la religion ne consiste pas principalement à dissiper les superstitions, mais à en finir avec un système social qui conduit les gens au désespoir. Comme l'écrivait le jeune Marx quand il était en train de développer une compréhension matérialiste de la société : « La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupire de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions » (*Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* [1843-44], souligné dans l'original). Nous, communistes, cherchons à éliminer la situation de misère, d'oppression et de dégradation sociale qui pousse les hommes et les femmes à s'agenouiller devant les prêtres et à prier devant les autels.

L'existence de l'Etat et de l'Eglise ne dérive ni ne dépend des attitudes subjectives des masses. Ce sont des institutions centrales dans toutes les sociétés fondées sur l'extraction de la plus-value du travail prélevé sur les producteurs directs par une classe de propriétaires. Nous, communistes, cherchons à inculquer aux travailleurs - à travers la lutte ainsi qu'à travers la propagande et l'agitation - la conception que l'appareil d'Etat (l'armée,

la police, la justice, etc.) dans les pays capitalistes est une institution qui permet le maintien de leur exploitation par les banques, les industriels, les propriétaires fonciers, etc. Dans la mesure où les classes exploitées comprennent la réelle nature de l'Etat bourgeois, la question n'est pas l'assassinat de responsables gouvernementaux, mais la révolution prolétarienne.

[à suivre]

Ouverture...

Suite de la page 8

d'ordre utopique et idéaliste d'« ouverture des frontières ». Ils se basent sur un de nos articles sur « la politique léniniste vis-à-vis de l'immigration/émigration » (*Workers Vanguard* n° 38, 18 janvier 1974), qui faisait remarquer que l'immigration illimitée « tendrait à dissoudre de petites nations comme la Hollande ou la Belgique ». En bons polémistes malhonnêtes, ils omettent naturellement de mentionner

qu'un capitalisme réformé peut apporter la liberté et le bien-être économique à tous les habitants de la terre.

Si l'on demande l'abolition de la police des frontières, pourquoi ne pas demander aussi bien l'abolition de la police et de l'armée ? Après tout, il est tout aussi important pour l'existence même de l'Etat capitaliste américain de contrôler ses frontières que d'avoir une police capitaliste pour casser les grèves et réprimer les masses noires dans les ghettos, et d'avoir une armée pour terroriser les



Juillet 1993 - La LTF dans une manifestation à Paris contre les trains d'expulsions.

que nous avons aussi fait remarquer que l'« ouverture des frontières » permettrait « à des "colons" américains aux puissants moyens financiers de faire main basse sur les entreprises et les biens immobiliers mexicains ».

Mais ce que la RTL omet surtout délibérément, c'est le point central de notre article, à savoir que l'appel à l'« ouverture des frontières » « revient à demander l'abolition des Etats-nations sous le capitalisme ». La RTL et la myriade d'autres groupes qui avancent le mot d'ordre d'« ouverture des frontières » savent très bien qu'aucun Etat bourgeois ne pourrait permettre une immigration illimitée. Le but réel de ce mot d'ordre est de faire cause commune avec des libéraux et des radicaux naïfs, qui croient

peuples du tiers monde. Tant qu'on y est, pourquoi ne pas demander la répartition égalitaire des revenus, ou demander que les capitalistes donnent les usines, les puits de pétrole, les banques, etc. aux ouvriers ?

Un Etat ouvrier américain s'engagerait à surmonter l'inégalité mondiale grâce à une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale. Cela signifierait sans aucun doute une augmentation considérable de l'immigration en provenance des pays pauvres du tiers monde. Mais le plus important serait un transfert massif de ressources et de technologies avancées vers l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. La réponse à la pauvreté au Brésil n'est pas de liquider la nation brésilienne en transportant ses 150 millions d'habitants en Amérique du Nord.

Dans notre article de 1974, nous écrivions à propos de la revendication d'« ouverture des frontières » : « Croire qu'on pourrait établir une société juste en partageant la richesse disponible aujourd'hui n'est qu'une variante de l'égalitarisme utopique. Les léninistes, par contre, comprennent que l'immigration illimitée et la destruction des frontières nationales ne deviendront une réalité que sous le socialisme, comme résultat de l'abolition de la pénurie matérielle. »

Il faudra une révolution ouvrière qui exproprie les richesses des capitalistes pour rendre possible un développement formidable des forces productives de tous les pays. Cela seul pourra offrir une vie décente à ceux qui vivent aujourd'hui dans les bidonvilles de Rio et de Mexico, ainsi que dans les ghettos et barrios de New York et Los Angeles. C'est alors seulement qu'il pourra y avoir un monde sans frontières.

Luta Metalúrgica...

Suite de la page 7

Nous continuerons bien sûr à défendre LM et ses sympathisants contre les attaques de l'Etat bourgeois et de la bureaucratie syndicale procapitaliste. Nous restons ouverts à un travail commun avec ce groupe. Nous continuerons aussi à travailler pour construire une organisation trotskyste au Brésil, le noyau d'un parti prolétarien révolutionnaire dans ce pays stratégiquement important d'Amérique latine. Nous espérons que les militants de LM/LQB reconsidéreront et rejeteront leur cours centriste actuel et, sur cette base, trouveront leur voie vers la LCI.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 648

<p>Spartacist (édition française)</p> <p>n° 29 été 1996 (64 pages)</p> <p>10 F</p> <p>Spartacist est envoyé à tous les abonnés du Bolchévick.</p> <p>Commande : Le Bolchévick BP 135-10 75463 Paris Cedex 10</p>	<p>Immigration et oppression raciste en Europe</p> <p>SPARTACIST</p> <p>« La lutte pour la révolution socialiste mondiale »</p> <p>Débat entre la Ligue communiste internationale et Ernest Mandel</p> <p>Ernest Mandel, 1923-1995</p> <p>Chauvinisme : poison pour la lutte de classe Pour l'indépendance du Québec !...25</p> <p>Lettre à la Workers Organisation for Socialist Action Pour un parti ouvrier bolchévique en Afrique du Sud !...35</p> <p>Trotskyisme et lutte des Noirs aux Etats-Unis En défense de l'intégrationnisme révolutionnaire...54 Libération des Noirs par la révolution socialiste!</p> <p>Pour un parti prolétarien léniniste, défenseur de tous les opprimés! Immigration et oppression raciste en Europe...64</p>
---	---

Les trois premières parties de cette série d'articles (publiés dans le Bolchévik n° 137, 138 et 139) traitaient des origines de l'anarchisme et de ses figures de proue, notamment Proudhon et Bakounine, jusqu'à la Commune de Paris de 1871 et la scission dans la Première Internationale. La cinquième partie sera consacrée aux syndicalistes révolutionnaires.

Spartacus!

Les mouvements marxiste et anarchiste sont tous deux nés au milieu du XIX^e siècle, lorsque l'émergence du capitalisme industriel altérait radicalement la structure nationale, politique, économique et sociale de l'Europe continentale. L'écrasante majorité des travailleurs salariés étaient encore des artisans travaillant dans de petits ateliers, dont beaucoup avaient l'ambition réaliste de devenir des petits propriétaires. Les cinq représentants français à la conférence de fondation de l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale) en 1864 étaient un ébéniste, un relieur, un graveur, un facteur d'instruments de musique et un mécanicien dans un atelier de dentelle.

Au plan politique, le nouvel ordre bourgeois dans la plus grande partie de l'Europe était encore incrusté dans des régimes monarchiques dérivés du passé féodal. Les premiers partisans anarchistes de Bakounine étaient des anciens nationalistes italiens radicaux qui avaient récemment combattu, les armes à la main, contre l'Autriche des Habsbourg et les principautés italiennes comme le royaume bourbon des deux Sicile. Quand un parti ouvrier dirigé par des marxistes fut formé pour la première fois en Allemagne, à la fin des années 1860, le roi Wilhelm I (le futur Kaiser) et son ministre Otto von Bismarck gouvernaient le pays d'une main de fer. Wilhelm Liebknecht, Auguste Bebel et leurs camarades ne savaient pas si, du jour au lendemain, ils ne seraient pas jetés en prison.

Au cours des décennies suivantes, le capitalisme industriel, propulsé par ses énormes gains de productivité, s'étendit dans toute l'Europe occidentale et centrale. Des villes comme Berlin, Vienne et Milan, qui avaient compté moins de 100 000 habitants durant la révolution française de 1848, devinrent de grandes métropoles, avec d'immenses quartiers ouvriers. Un prolétariat industriel en croissance rapide devint la base sociale de syndicats et de partis ouvriers de masse. Des institutions parlementaires avec d'importantes fractions socialistes, qui affirmaient parler au nom de la classe ouvrière, devinrent un élément clé de l'ordre politique bourgeois européen. Ces changements eurent nécessairement un effet profond à la fois sur les mouvements marxiste et anarchiste. Ce que le socialisme scientifique et l'anarchisme signifiaient pour des militants de gauche dans la période de la Première Internationale (1864-72) était assez différent de la façon dont ces termes étaient compris à l'époque de la Deuxième Internationale (1889-1914).

L'anarchisme a pris naissance dans l'Europe latine comme un mouvement de protestation radicale d'artisans appauvris et d'ouvriers agricoles opprimés (ces derniers en Italie du Sud et en Espagne) contre les effets dévastateurs du capitalisme industriel naissant sur ces classes sociales. Néanmoins, avec le développement d'un important prolétariat industriel dans cette région, une partie du mouvement anarchiste et plusieurs dissidents

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la Révolution bolchévique

socialistes développèrent une doctrine et un mouvement politiques distincts appelés syndicalisme. A la fin du siècle, le syndicalisme était devenu le courant dominant dans le mouvement syndical en France et en Espagne, et une tendance importante dans les syndicats italiens. Une version

qui gouverne ses propres affaires et qui prend toutes les décisions concernant le travail qu'ils feront. Ces unités sont réunies de manière fédérale en un syndicat qui sert à coordonner les actions des ouvriers dans chaque industrie. L'organisation fédérale n'a pas d'autorité sur les ouvriers dans les

Quatrième partie : Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale

américaine indigène du syndicalisme, les Industrial Workers of the World (IWW - Ouvriers industriels du monde), fit également son apparition dans la décennie précédant la Première Guerre mondiale.

La Charte d'Amiens de 1906 de la Confédération générale du travail (CGT), qui était considérée comme une déclaration des principes syndicalistes fondamentaux, stipulait que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». L'anarchiste britannique contemporain George Woodcock a défini le programme syndicaliste comme « la manifestation industrielle de l'anarchisme », attribuant aux collectifs économiques le rôle que Proudhon attribuait, dans la société future, aux producteurs individuels (ou aux coopératives) et Bakounine aux communes autonomes : « Le syndicat, d'un autre côté, est basé sur l'organisation des ouvriers par l'industrie sur le lieu de travail. Les ouvriers de chaque usine, dépôt ou ferme sont une unité autonome,

différentes branches, et ne peut pas imposer de veto sur les actions, comme l'exécutif d'un syndicat » (George Woodcock, *Railways and Society* [1943], cité dans *The Anarchist Reader* [1977]).

La doctrine et le mouvement exprimés dans la Charte d'Amiens de la CGT française sont souvent appelés « anarcho-syndicalisme » dans la littérature tant de gauche que bourgeoise. Ce terme est valide dans le sens où le syndicalisme était influencé par le mouvement anarchiste et partageait un certain nombre de ses prémisses idéologiques fondamentales. Beaucoup de syndicalistes, mais pas tous, se considéraient comme anarchistes. Néanmoins, l'anarchisme et le syndicalisme étaient des mouvements différents, et jusqu'à un certain point rivaux. Errico Malatesta, un des premiers bakouninistes italiens, voyait « le syndicalisme devenir une nouvelle doctrine » et « menacer l'existence même de l'anarchisme ». D'un autre point de vue, Pierre Monatte, une figure importante du syndicalisme français, faisait en 1907 ce commentaire acéré :

« Quant aux anarchistes, leur révolutionnisme s'est superbement retranché dans la tour d'ivoire de la spéculation philosophique. »

Du communisme de Marx à la social-démocratie de Kautsky

Exactement comme la CGT française de Monatte et de Léon Jouhaux était très différente de l'Alliance internationale de Bakounine pour la démocratie socialiste, de même la social-démocratie allemande de Bebel et de Karl Kautsky, dans les premières années de ce siècle, était très différente du mouvement inspiré et dirigé par Marx et Engels dans les années 1870. De son vivant, personne n'identifiait Marx au réformisme parlementaire. Devenu pour la première fois une personnalité connue au lendemain de la Commune de Paris en 1871, il était stigmatisé par les gouvernements européens et la presse bourgeoise comme le « docteur terroriste rouge ». Mais à l'opposé de l'aventurisme des partisans italiens et espagnols de Bakounine, Marx insistait sur le fait que la classe ouvrière devait se préparer à une révolution victorieuse par des luttes pour les droits démocratiques, les acquis économiques et les réformes sociales.

Ainsi, contre les anarchistes, Marx argumentait que là où il était possible, les socialistes révolutionnaires devaient utiliser les élections et la représentation parlementaires pour faire de l'agitation sur leur programme. Un excellent exemple de cela fut la conduite d'Auguste Bebel et Wilhelm Liebknecht au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord pendant la guerre franco-prussienne de 1870-71. Ils refusèrent de voter les crédits de guerre et, par la suite, défendirent la Commune de Paris et dirigèrent l'opposition à l'annexion de l'Alsace-Lorraine par le Deuxième Reich allemand nouvellement formé. Pour leur hostilité envers l'Etat du Kaiser Wilhelm, les dirigeants marxistes du jeune mouvement ouvrier allemand furent poursuivis et emprisonnés pour haute trahison.

A l'encontre des partisans de Proudhon et de Bakounine, Marx soutenait que le mouvement ouvrier devait exiger et soutenir des mesures prises par des gouvernements capitalistes et favorables à ses intérêts, comme l'abolition du travail des enfants. Marx et Engels n'ont jamais avancé l'idée que le socialisme pourrait être amené par une accumulation de réformes de l'économie capitaliste, et personne n'aurait pensé, à cette époque, leur attribuer la paternité d'une telle conception. Bien sûr, toutes sortes de positions ont été par la suite présentées comme du « marxisme » par des réformistes habitués à la prospérité et à l'apparente stabilité de la société bourgeoise de l'Europe de l'Ouest.

Quand ils anticipaient une révolution

Suite page 9



L'assassinat du tsar Alexandre II par des populistes narodniks russes en 1881.